

7017.

LA FRANCE

ET

LES PRINCIPAUTÉS DANUBIENNES

DE 1789 A 1815



BIBLIOTECA CENTRALA
UNIVERSITARA
BUCUREȘTI

Cota 7017

Inventar 10414

281688

no. 10014
Inv. 88.436

J
10014

LA FRANCE

ET

LES PRINCIPAUTÉS DANUBIENNES

DE 1789 A 1815

PAR

LE PRINCE D. J. GHIKA

ATTACHÉ DE LÉGATION

Extrait des *Annales de l'École des Sciences politiques*



BIBLIOTECA CENTRALĂ
UNIVERSITARĂ
BUCHUREȘTI

10414

PARIS

CHEVALIER-MARESCQ ET C^{ie}, ÉDITEURS

20, RUE SOUFFLOT, 20

1896

9(498) „1789/1815”

327(498:44) „1789/1815”

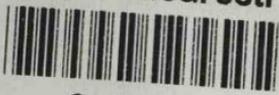
CONTROL 1953

CONTROL 195

1961
L

BIBLIOTECA GENERALĂ UNIVERSITĂȚII
BUCUREȘTI
Cota 7017
Invențiar 10414

RC 156/04

B.C.U. Bucuresti

C10414

LA FRANCE

ET

LES PRINCIPAUTÉS DANUBIENNES

DE 1789 A 1815

A la fin du XVIII^e siècle, la France avait perdu en Orient l'influence souveraine qu'elle avait exercée aux beaux jours de la monarchie sous le règne de Louis XIV ; la politique de Louis XV et son rapprochement inattendu et déconcertant de la maison d'Autriche avaient fait baisser le crédit dont jouissait la France à Constantinople, et les efforts diplomatiques du règne suivant, paralysés par les difficultés intérieures, se bornèrent à s'exercer au milieu des intrigues de la Russie et de l'Angleterre. La première de ces deux puissances avait gagné en Orient tout le terrain qu'avait perdu la France ; les succès de Pierre le Grand et de Catherine l'avaient amenée jusqu'à la mer Noire et près des bouches du Danube : la Turquie n'était plus séparée des ambitieux désirs de l'Empire moscovite que par la faible barrière des Principautés danubiennes. Ces deux provinces avaient déjà servi, dans le cours du siècle, de champ de bataille entre les Ottomans menacés et les Russes et Au-

trichiens qui convoitaient les plaines du Danube, si utiles à leurs intérêts politiques et commerciaux : c'est dans ces pays qu'avaient été signés les traités entre la Porte et la Russie réglant jour par jour les situations nouvelles ; et la diplomatie russe en arrêtant les clauses de paix s'était réservé le droit d'intervenir à tout propos et hors de propos en Moldavie et en Valachie, par la désignation plus que vague des frontières respectives et la protection qu'elle imposait aux chrétiens soumis à la Porte ; depuis le traité de Koutchouck Kaïnardji, la Russie a des droits de contrôle dans les affaires des Principautés : c'est dire qu'elle était prête à y entrer pour retrouver les Turcs et diminuer encore leurs forces affaiblies. Bref, dorénavant, la Moldavie et la Valachie deviennent plus que jamais le terrain de rencontre des convoitises de l'Europe, et c'est avec elles et sur elles que se construisent les combinaisons territoriales des puissances en Orient.

La France avait depuis longtemps paru dans les Principautés avant 1789 ; les comptoirs les plus connus fondés à Bucarest et dans les ports du Danube étaient dirigés par des commerçants français. En dehors de cette activité privée les ambassadeurs de France à Constantinople s'étaient de bonne heure préoccupés de ces pays, dont l'importance politique ne leur échappait pas : ils avaient constaté que les hospodars de Moldavie et de Valachie, dignitaires très élevés dans la hiérarchie (ils avaient le troisième rang dans l'Empire), avaient le privilège, par la situation des Principautés, qui étaient comme les avant-postes de la Turquie vers l'Europe centrale, d'être les colporteurs des nouvelles et les courriers attitrés du sultan. Ce monopole d'informations était d'autant plus remarquable que les hospodars, depuis plusieurs années, se recrutaient parmi

les Grecs du Phanar, c'est-à-dire parmi les conseillers écoutés du Sultan et des vizirs, parmi les véritables directeurs de la politique ottomane. La France avait reconnu la nécessité de s'assurer du bon esprit des hospodars et bientôt, il s'établit une tradition en vertu de laquelle un diplomate de l'ambassade de Constantinople ou quelque Français distingué de la « nation » était toujours chargé de remplir le poste de secrétaire des princes de Moldavie et de Valachie. C'est ce secrétaire qui eut désormais la mission de réunir les nouvelles d'Europe et de les transmettre au Sultan, en dirigeant dans le sens voulu les observations que les princes pouvaient y ajouter en guise de commentaire. Cette présence quasi officielle de la France dans les Principautés contribua beaucoup à l'y faire connaître : les hospodars, qui, en leur qualité de Grecs instruits, se piquaient de littérature et de bel esprit, les boyards, que les diverses occupations du pays par les troupes autrichiennes et russes, avaient rendus curieux de civilisation occidentale, s'habituaient à regarder Paris comme une seconde Constantinople et, sans y aller, se tinrent au courant des événements qui s'y passaient ; dans les salons de Bucarest et d'Iassy, Delille était le poète à la mode dont on récitait les vers avec passion (1).

On ne jurait que par Voltaire ; la pléiade de savants et d'hommes de lettres qui avaient accompagné Choiseul à Constantinople visita, au milieu des honneurs, la Moldavie et la Valachie : Blanc d'Hauterive, poète et secrétaire du prince de Moldavie, Villoison, Le Chevalier, abbé archéologue et successeur d'Hauterive, etc., etc. Chacun rapporta en France des relations de ces

1. Pingaud, *Choiseul-Gouffier*, ch. 1^{er}, p. 70.

voyages à travers les Principautés : ils y laissèrent tous des souvenirs de leurs pérégrinations, surtout, semble-t-il, parmi les dames de la société moldave et valaque. Ces provinces étaient si bien devenues françaises que Choiseul-Gouffier y expédiait les Français en quête d'une fortune, ou ceux qui — comme Retaux de la Villette, compromis dans l'affaire du collier de la reine — fuyaient leur patrie et quelque passé douteux. La France avait su se faire une place prépondérante dans les Principautés pendant le dernier siècle et jusqu'à la Révolution.

I

LA FRANCE DANS LES PRINCIPAUTÉS DE 1789 A 1795.
(DE LA RÉVOLUTION AU DIRECTOIRE).

La Révolution française fut accueillie avec faveur dans les Principautés : si l'on ne s'embrassa pas dans les rues à la nouvelle de la prise de la Bastille, comme à Saint-Pétersbourg, on ne parla bientôt plus dans les salons que des immortels principes, de Voltaire et de Rousseau ; ces bonnes dispositions ne firent que gagner en intensité avec le temps. A Constantinople, où Louis XV et son successeur n'étaient guère aimés, la chute de la royauté avait été acceptée avec indifférence ; en Roumanie, à en croire les rapports d'Hénin et du citoyen Hortolan, commerçant français établi à Bucarest, et correspondant bienveillant du gouvernement, les boyards se montrèrent vite républicains convaincus, et la cause républicaine y acquit chaque jour des prosélytes. « Presque tous les négociants », dit Hortolan, sont des sans-culottes ; ils ont traduit les droits de l'homme ;

ils les savent par cœur ; quelques-uns m'ont demandé des chansons que j'ai, pour être traduites en grec... Ils sont inébranlables lorsqu'il « s'agit de la République » (Rapport au chargé d'affaires Descorches, *Hurmuzaki*, vol. II, suppl. I, CLXIII).

Ainsi les idées nouvelles trouvaient dans les Principautés un terrain favorable parmi l'élite de la société surtout ; car le peuple restait en dehors de toute agitation, défendu par son ignorance et par ses prêtres. Mais la France n'eut que ce rôle, intellectuel en quelque sorte ; son activité politique et diplomatique se trouva annihilée au lendemain de la Révolution par les troubles qui la bouleversaient à l'intérieur.

Choiseul-Gouffier, l'ambassadeur de France auprès de la Sublime-Porte, se sentant dès le début menacé dans sa situation, ne joua qu'un rôle inutile de donneur de conseils entre les Turcs, les Autrichiens et les Russes, aux prises en Moldavie et en Valachie. Au moment où ces provinces étaient envahies et servaient de théâtre à une guerre sérieuse, cet effacement de la France était d'autant plus regrettable, qu'elle eût pu y avoir une situation prépondérante. Le sultan Sélim, qui s'attendait à toute autre chose qu'à cette retraite de la France, manifesta sa mauvaise humeur en poursuivant sans elle les négociations qui suivirent la campagne austro-russe dans les Principautés : la paix qui fut signée entre la Porte et la Russie à Iassy en 1792 ne fut pas plus l'œuvre de la France que la paix de Sistowa, conclue l'année précédente avec Joseph II : c'était de la part du gouvernement français une véritable abdication en Orient. Les Français établis dans les États de l'Empire ottoman émigraient en foule vers la patrie ou des refuges plus cléments : au reçu des premières mauvaises nouvelles de France, les divers officiers envoyés en

mission en Turquie pour y réorganiser la défense s'étaient échappés les uns après les autres; le secrétaire du prince de Moldavie, l'abbé Le Chevalier, en fit autant dans des circonstances particulièrement peu flatteuses pour lui : à la suite d'une légère bagarre dans les rues de Iassy, il prit la fuite, et sa poltronnerie ne l'arrêta qu'à Paris. Son poste — qu'il eût été si précieux de conserver à la France — fut définitivement perdu par cette équipée : un Grec le remplaça et il ne fut plus question d'un Français pour cette charge. Bref, comme par une suprême décision, il ne resta bientôt dans les Principautés comme Français occupant une fonction marquante que le directeur de l'artillerie du prince de Valachie, un cordelier défroqué, évadé du couvent de Pèra (1).

Les intrigues de Choiseul (après son rappel et la nomination de Sémonville), la présence simultanée à Constantinople de deux agents représentant l'ancienne et la nouvelle France, achevèrent de jeter la confusion dans les esprits et de nuire au prestige du gouvernement français; comme conséquence, les Russes, peu soucieux de conserver des rivaux sur la mer Noire, profitèrent de l'effacement de la France et s'efforcèrent avec succès d'amener la fermeture des comptoirs français, en entravant par divers moyens le trafic dans les ports du littoral.

En un mot, pendant les premières années qui suivirent la Révolution, la France cessa d'agir en Orient et perdit la place prépondérante qu'elle y avait occupée jadis. Le réveil de son influence date de 1795, avec la constitution du Directoire. Jusqu'à cette date, les événements qui se déroulaient dans les Principautés

1. Pingaud. *Choiseul-Gouffier*, ch. V, p: 213.

avaient continué à faire l'objet de rapports de la part des Français demeurés dans ces pays; et déjà le Comité de Salut public, pendant tout le cours de l'année 1794, avait été saisi de plusieurs mémoires émanant de gens compétents qui faisaient ressortir l'importance de la Moldavie et de la Valachie et les désignaient à l'attention du gouvernement de la France.

Le Directoire fut de même sollicité de relever le prestige de la France dans les provinces, et il y songea sérieusement. Le besoin de créer aux Russes des embarras et de produire une diversion utile pour les armes françaises dans la lutte qui se déroulait au centre de l'Europe donnait à la Turquie et aux Balkans une grande importance dans les combinaisons du Directoire. Malheureusement il ne pouvait être question d'une diversion au moyen d'une armée en Orient : les troupes de la République n'étaient que trop nécessaires pour faire face à celles de la Prusse et de l'Autriche coalisées. Bref, la pénurie d'hommes et d'argent obligeait le Directoire à ne songer, en Orient, qu'à une action diplomatique d'intrigues et de complots. Pour arriver à créer dans l'est de l'Europe un foyer d'agitation qui fût favorable à la France et paralysât les interventions de la Russie vers l'ouest, le gouvernement mit en œuvre sa diplomatie et chercha à renouer une alliance avec les Turcs contre le tzar.

La France avait conservé à Constantinople un ambassadeur; mais cet agent — Verninac en 1795 — n'était guère utile. En effet, par suite de la coalition des puissances, les relations entre la France et la Russie étaient rompues, et la République n'avait plus de représentant à Saint-Petersbourg. Il en résultait pour le gouvernement français un manque complet de renseignements : on se rendit compte à Paris de l'impor-

tance qu'il y aurait à posséder une source régulière et sûre d'informations sur les menées russes et à nouer, chez l'ennemi même et contre lui, des intrigues et des complots. Or, l'ambassade de Constantinople était trop loin de la Russie et trop au cœur de l'Empire turc pour combler cette lacune. Un seul pays était tout désigné pour servir de lieu d'informations : c'étaient la Moldavie et la Valachie, pays voisins de la Russie, terrain turc et russe à la fois, où l'on saurait plus facilement démêler le jeu du cabinet de Saint-Pétersbourg et celui de la Porte ; les Principautés avaient le double avantage, d'une part, d'être gouvernées, à cette heure, par des hospodars phanariotes, ce qui permettait de suivre, aux cours d'Iassy et de Bucarest, les fluctuations de la politique turque, toute entre les mains des Grecs du Phanar à Stamboul ; d'autre part, d'être plus près de l'Europe centrale et de confiner à la Pologne, c'est-à-dire à la pomme de discorde entre les diverses puissances. Les hommes du Directoire espéraient tirer quelque parti de ce voisinage en favorisant les Polonais dans leurs efforts contre la domination russe, en leur offrant dans les Principautés une protection efficace à l'abri du drapeau français, et en les encourageant même à former des confédérations en Moldavie ; en Valachie, le voisinage des Hongrois mécontents permettrait à la France d'agir dans le même sens et de provoquer peut-être un soulèvement contre l'Autriche ; enfin, les Principautés avaient par elles-mêmes une certaine existence nationale et il y avait là une force plus ou moins latente qui pourrait être utilisée le cas échéant.

Toutes ces considérations qui avaient déjà intéressé le Comité de Salut public et fait l'objet de divers mémoires (Mémoire adressé au Comité de Salut public

par C. Stamati, 7 février 1795) décidèrent le Directoire à faire choix des Principautés danubiennes pour établir les agents d'informations dont la nomination s'imposait. C'est ainsi que, sur la proposition du citoyen Delacroix, qui dirigeait alors le département des Relations extérieures, la création d'une « agence » dans les Principautés fut ordonnée ; comme le caractère de cette mission française était douteux, l'agence nouvelle fut dite succursale détachée de l'ambassade de Constantinople.

Une fois le poste créé, il fallut trouver le titulaire, et, dès cet instant, les difficultés commencèrent ; la Porte, fidèle à ses traditions et sentant confusément que l'agence des Principautés n'était pas pour lui donner beaucoup d'avantages, profita de ce que le choix du Directoire portait sur un certain Constantin Stamati, Grec de Constantinople, pour mettre son *velo* et empêcher la nomination de l'agent. Le Directoire, en choisissant ce Stamati, obéissait à diverses raisons : ce Grec avait servi la France à Altona, et le Comité de Salut public, à la veille du 9 Thermidor, l'avait déjà désigné pour être agent secret dans les Principautés ; de plus, il semblait demander peu d'argent et offrait les conditions de race et d'éducation voulues pour rendre de bons services : sa connaissance des langues de la péninsule et surtout des procédés politiques chers aux Grecs du Phanar, les vrais maîtres de l'empire, jointe à son parfait civisme, le recommandait auprès du Gouvernement. Par un décret du 8 février 1796 Stamati était nommé agent à Bucarest et renforcé par un chancelier, le citoyen Parant ; le consul, envoyé par l'ambassadeur de France pour défendre les intérêts commerciaux de la France en Valachie, Emile Gaudin, jugé suspect comme ancien émigré, était en

Stamati

même temps relevé de ses fonctions et rappelé à Constantinople. La Porte refusa de reconnaître Stamati et de lui délivrer les patentes nécessaires, sous prétexte qu'il était raya (chrétien sujet de la Porte) et que de récents hattichérifs avaient défendu aux sujets turcs de représenter une puissance étrangère. Verninac, de son côté, le chargé d'affaires de France à Constantinople, mit peu d'empressement à faire fléchir les résolutions du Sultan et à favoriser le candidat de la France.

En soulevant des difficultés sur la personne, la Porte avait peut-être espéré faire abandonner au gouvernement français son idée première d'une agence dans les Principautés. Mais le Directoire, pressé de déjouer les intrigues russes, et de protéger ses nationaux de Valachie, en butte à mille vexations, se contenta de renoncer à Stamati ; le citoyen Fleury le remplaça comme agent général, et la Porte, suivant ses traditions, ne renouvela plus d'objections et agréa Fleury, bien sûre, du reste, que le nouvel envoyé trouverait dans les Principautés assez d'entraves pénibles pour l'exercice de sa mission.

C'est le 2 frimaire an V que Fleury prit possession de son poste, que gérait provisoirement le citoyen Sainte-Lucie ; la résidence, qu'on avait d'abord laissée à son choix, fut fixée à Bucarest ; un consulat, confié à Parant, fut installé à Iassy. Les deux agents eurent le droit de correspondre directement avec le département des Relations extérieures bien que relevant de l'ambassade de France à Constantinople. Telle fut l'organisation de la première mission officielle française dans les Principautés.

II

SITUATION DE LA FRANCE DANS LES PRINCIPAUTES.

En lisant les rapports adressés par Fleury et Parant à leur gouvernement, il est aisé de se faire un tableau assez exact de ce que fut, pendant les premières années, cette agence française des Principautés, au milieu des difficultés sans nombre qui se produisaient ou qu'on faisait naître partout.

La situation des représentants de la France n'était guère brillante. La pénurie du Trésor était si grande que le Directoire n'était pas disposé à faire des frais pour entretenir largement les nouveaux agents : ceux-ci étaient obligés de se suffire avec peu de ressources, et leur position était rendue précaire par les dépenses que nécessitaient la représentation, les cadeaux à l'orientale, et le service d'informations qu'il fallait organiser. Aussi les envoyés français faisaient-ils piètre figure vis-à-vis des agents que les autres puissances entretenaient auprès des deux cours ; l'agent russe de Iassy, notamment, menait un train de vie des plus luxueux, et la ville était remplie de l'écho des fêtes qu'il donnait, des richesses de son équipage et de sa garde d'honneur ; cet agent, qui se trouvait l'ennemi naturel de l'envoyé français, venu pour combattre sa politique, n'avait pas de peine à l'écraser de son luxe. A ce faste, Parant opposait gravement, comme il le dit lui-même, « les dehors séduisants d'une modestie républicaine », mais les dépêches que, de concert avec son collègue, il adresse au Directoire, se résument toujours en demandes de fonds. En dehors de ces diffi-

cultés que les agents français rencontraient du chef de leur gouvernement même, s'ajoutaient les difficultés politiques résultant de la situation de la France dans les Principautés.

La France n'y trouvait pas, en effet, de vives sympathies et ses ennemis avaient profité de son effacement pour travailler à loisir contre elle.

Il y avait dans les Principautés trois éléments politiques d'importance inégale : les princes, les boyards représentant la noblesse du pays, et le peuple (ce dernier, facteur insignifiant dans la vie publique).

Les princes avaient, naturellement, la situation prépondérante et la direction des affaires. La Moldavie et la Valachie offrant des ressources précieuses, le trône — électif — de ces Principautés était pour ces Phanariotes comme le couronnement de leur carrière politique et financière ; aussi, au bout des sept ans de hospodorat, il se produisait une véritable mise aux enchères, fort coûteuse, d'ailleurs, pour les adjudicataires, qui arrivaient au siège de leur gouvernement pressés de réparer la brèche faite à leur fortune et d'augmenter leurs ressources ; leur désir n'était pas de s'occuper de leurs Principautés ; non pas qu'ils fussent des despotes par système ; l'opinion courante les fait aujourd'hui plus noirs que nature ; c'étaient pour la plupart des princes cultivés et intelligents, doués d'une finesse politique supérieure ; mais, n'étant pas indigènes, ils n'avaient aucun lien qui les rattachât à leur pays de hasard ; leur principal objectif était de rester seulement le plus possible en fonctions pour jouir le plus possible.

En dehors de ce sentiment très personnel, les princes de l'époque, comme Phanariotes, avaient toutes les traditions et toutes les pratiques des Grecs. A pre-

mière vue, leur politique vis-à-vis des puissances semble d'une complication achevée ; en réalité, ils sont imbus de la grande conception, chère aux Phanariotes, de la domination par leur race de l'empire turc entier ; et ils cherchent à se fortifier par tous les moyens en créant en Moldavie et en Valachie une sorte de succursale de leur quartier de Constantinople. En même temps et pour se maintenir sur leur trône, ils évoluent habilement entre les Turcs qui sont les maîtres d'aujourd'hui, et les Russes qui pourraient être ceux de demain. Turcs par attachement de naissance et par goûts, ils se montrent fidèles à la Porte, tant que cette fidélité est une recommandation et non pas un danger : la présence de la Russie à titre indirect, mais permanent, dans les Principautés, en vertu des derniers traités de Kainardji et de Iassy les décide à faire des avances aux Russes, qui deviennent chaque jour plus menaçants. Ainsi que le constate Andréossy, ambassadeur de France à Constantinople sous l'Empire, « les princes, portés d'inclination pour la Russie, sont les satellites de cette puissance » (1). Si l'on songe que ces dignitaires « étaient les deux yeux du gouvernement ottoman... et formaient l'opinion en Turquie où les Grecs du Phanar la répandaient dans toutes les classes », on comprendra combien il eût été utile pour la France de trouver en eux des défenseurs de ses intérêts en Orient.

Malheureusement, la France fut très mal accueillie par les princes dans ce nouveau champ de son action politique. Elle se présentait en ennemie déclarée de la Russie, et une telle franchise d'attitude n'était pas pour plaire aux Grecs, qui la trouvèrent suspecte ; c'était,

1. *Hurmuzaki*, vol. II, sup. 1er, DCCCCLXXXII.

d'autre part, une amie trop platonique des Turcs, une amie de bons conseils surtout, qui s'était servie à plusieurs reprises de la Porte dans les derniers règnes comme d'un moyen de diversion contre les forces de l'Europe coalisée, pour l'abandonner ensuite à son malheureux sort. Les princes de Moldavie et de Valachie avaient conservé le souvenir des propos colportés dans le Phanar sur le peu de fondement qu'il fallait attribuer à l'amitié de la France. Cette puissance, d'ailleurs, était très loin : elle s'était presque éclip­sée devant les puissances rivales et avait eu à subir une révolution intérieure terrible, qui passait pour l'avoir sérieusement ébranlée : la petite situation des agents français à Iassy et à Bucarest n'était pas faite pour dissiper ces fâcheuses croyances : ils n'avaient pas avec eux ce que donne l'argent : le prestige, la persuasion, et cette force qui résulte du voisinage des armées et de la mère patrie. Bref, tous les atouts que la Russie avait dans son jeu, la France ne les avait point. *A priori* donc, les hospodars trouvaient que la France ne méritait ni faveurs ni même ménagements ; ils ne se firent pas faute de lui créer mille obstacles : les rapports de Fleury et de Parant ne seront, sous les règnes des Mourouzi, Ypsilanti et Handgerly, que le récit presque monotone des vexations et des ennuis auxquels ils sont en butte de la part des princes.

Les boyards avaient une opinion plus nette et plus facile à dégager que celle des hospodars. Ils étaient en grande majorité russophiles et leurs sympathies politiques avaient de sérieuses raisons d'être : nés et élevés dans la haine de la domination turque et des persécutions que leur faisaient subir les Ottomans, les boyards considéraient les Russes comme leurs libérateurs : par l'intervention de ces derniers, en effet, bien souvent

leurs personnes et leurs biens avaient été sauvegardés ; au commencement de la période historique qui nous occupe, les Russes ne s'étaient pas établis pour longtemps dans les Principautés, et avaient su ne pas laisser après eux de fâcheux souvenirs de leur passage comme ils devaient le faire plus tard. Pour les boyards, tout se résumait en ce raisonnement : les Turcs sont les maîtres détestés ; pour échapper à leur domination et faute de moyens d'action suffisants dans les Principautés même, il faut une intervention étrangère ; les Russes, qui sont proches voisins et prêts à marcher contre les Turcs en toute occasion, sont l'instrument naturel dont on doit se servir. La communauté de religion entre les populations moldaves et valaques et le puissant empire du Nord rendait encore plus naturelle l'intervention des Russes contre les représentants de l'islam.

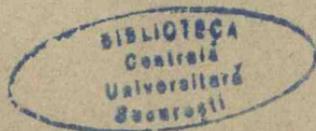
En cherchant à se débarrasser des Turcs par les Russes, les boyards voulaient-ils seulement changer de maîtres, ou bien espéraient-ils faire naître l'indépendance de leur pays du choc des rivalités de ces deux empires ? Cette question est douteuse, et il semble bien qu'il y avait à cet égard deux courants distincts dans la classe élevée de Iassy et de Bucarest. Les uns — les Moldaves surtout — étaient russophiles sans arrière-pensée et par sympathie : de leur contact avec les paysans, ils avaient recueilli et gardé ces traditions populaires qui faisaient des Russes les libérateurs des chrétiens d'Orient et les exterminateurs futurs de l'islam ; de leur contact avec les Russes eux-mêmes, dans leurs divers passages à travers les principautés, ils avaient gardé le souvenir des fêtes superbes que ces étrangers avaient données à Iassy et de la vie que leurs allées et venues faisaient naître là où la vie

n'existait d'ordinaire pas; ils savaient aussi que l'empire russe devenait chaque jour plus menaçant devant la faiblesse de la Turquie, et qu'il était dangereux de ne pas se mettre du côté du plus fort (Mémoire de Parant, *Hurmuz*, vol. III, suppl. 1^{er}, cXL). Les autres boyards — les moins nombreux sans doute — travaillaient également avec la Russie, mais dans un but national. En 1788, le prince de Ligne, après avoir constaté que « les boyards, soupçonnés par les Russes d'aimer les Autrichiens, suspects à ceux-ci, qui les croyaient attachés aux Turcs... eussent désiré autant le départ des uns qu'ils craignaient le retour des autres », s'écriait plaisamment : « O vous, arbitres des destins des pauvres mortels... servez l'humanité et la politique à la fois de plusieurs empires, qui ne peuvent se charger de ces pauvres Moldo-Valaques parce que leur pays est trop beau et que toute l'Europe crierait. Rendez-les indépendants des tyrans de l'Orient, qu'ils se gouvernent eux-mêmes et que les cours médiatrices s'amuse... à leur faire un petit code de lois bien simple qui ne soit pas tracé de la main des philosophes, mais de celles de quelques jurisconsultes bonnes gens, peu savants, qui connaîtront le climat, le caractère, la religion et les mœurs du pays... Quelle carrière pour votre âme et votre esprit! » (Lettre du 1^{er} déc. 1788. Prince de Ligne au comte de Ségur). Sous cette forme d'invocation humoristique, il est permis de penser que le prince de Ligne ne faisait que résumer les *desiderata* exprimés devant lui par bien des boyards du pays. Il semble certain que, dès avant la Révolution, le sentiment national s'était déjà réveillé dans les Principautés, et que, sortant de la confusion, il prenait une forme propre. Ceci explique comment la Révolution française elle-même, ainsi que nous l'avons vu au début

de cette étude, avait été acclamée à Bucarest et à Iassy; en célébrant le triomphe des idées nouvelles, on exaltait, au nom de la France, ce qu'on eût voulu avoir dans le pays; 1789 servit de prétexte à des manifestations dirigées, en réalité, contre les Turcs, c'est-à-dire contre les tyrans du moment. Un parti s'était formé, dirigé à Bucarest par le grand ban Démètre Ghika pour défendre l'existence nationale des principautés menacées, et ce parti ne devait pas tarder à prendre le nom de « parti roumain ». Nul doute qu'après s'être servi des principes de la Révolution et des idées nouvelles d'émancipation des peuples, les boyards n'eussent accueilli la France avec transport, si la France fût venue dans les Principautés favoriser l'agitation naissante et se mettre à la tête en quelque sorte du mouvement qui commençait à s'y dessiner.

Par malheur, la France qui avait les sympathies générales, et de qui on attendait de grandes choses, s'effaça complètement, au lendemain de 89, et son abdication arrêta l'essor de ces espérances chimériques; les boyards songèrent à se tourner vers la Russie, dont la force n'était pas entamée et qui ne cessait de travailler dans les Principautés contre les Ottomans. Qu'on juge de l'étonnement et de la déception qu'éprouvèrent les esprits les mieux prévenus en faveur de la France lorsqu'avec le Directoire on la vit réparaître et soutenir en Moldo-Valachie les Turcs contre les Russes, instituer une agence de combat, pour ainsi dire, contre les efforts de la Russie, et travailler de tout son pouvoir à la consolidation de cette domination turque, contre laquelle les Roumains avaient chanté la *Marseillaise* jadis, comme à Paris. Les boyards ne pardonnèrent pas à la France une attitude qui leur parut un démenti aux principes de la Révolution et

10414



détruisait leurs espérances. Ils se tournèrent vers la Russie et combattirent, aussi bien que leurs princes, la politique nouvelle inaugurée en Turquie par le gouvernement français.

Il fallut, comme nous le verrons dans la suite, les succès de Bonaparte, pour ramener ces boyards vers la France, par l'espoir d'un affranchissement des Principautés avec son aide.

Pour terminer cet examen des classes, il faudrait aussi mentionner le peuple, bien qu'il n'eût aucune existence politique ; mais il a une conscience et une voix : il a ses chants populaires et ses traditions. Or, ces traditions et ces chants ne sont qu'un réquisitoire passionné contre les Turcs, auxquels sont attribués même les maux qu'ils n'ont pas commis ; la propagande russe trouve chez les paysans un accueil d'autant plus favorable qu'ils sont déjà gagnés par la communauté de religion, et c'est avec raison que Parant (1) signale à son gouvernement les prêtres comme les instruments les plus actifs de la Russie contre la politique de la France et la domination de la Turquie.

En somme, la France ne trouve que de l'hostilité ou des méfiances dans les Principautés : la tâche des agents de Bucarest et de Iassy s'annonce comme très pénible et sans grand espoir de succès.

1. *Hurmuzaki*, vol. III, suppl. 1^{er} CXL

III

POLITIQUE DE LA FRANCE DANS LES PRINCIPAUTES.

Historique des agences de Bucarest et de Iassy sous le Directoire et le Consulat.

Fleury arriva à Bucarest muni d'instructions très détaillées de son gouvernement (mémoire du 9 ventôse an V) et de précieux renseignements sur l'état des lieux, fournis par le général Carra Saint-Cyr, détaché de l'ambassade de Constantinople en attendant l'arrivée de Fleury. Ce dernier a pour mission de créer des embarras à l'Autriche et à la Russie, en entretenant des intelligences avec les mécontents de Hongrie et de Pologne ; néanmoins vis-à-vis de la Russie, une attitude prudente est recommandée, afin de ne pas entraver les efforts faits par le Directoire à ce moment pour amener la paix avec cet empire.

Fleury fit à Bucarest une entrée assez imposante ; après avoir arboré le drapeau tricolore sur la maison consulaire et réuni la colonie française et les protégés de la France, le consul se rend auprès du prince, dans une voiture attelée de six chevaux ; le chancelier du consulat portait sur un coussin les sachets de satin renfermant la lettre de créance et le bérat de la Porte ; les citoyens français et les protégés précédaient la voiture, à cheval, derrière une garde d'honneur de cent quatre-vingts cosaques et darabans ; reçu en haut de l'escalier par le grand maréchal de la Cour, Fleury pénétra dans la salle d'audience où se pressaient les officiers de la maison princière, les boyards et les

membres du haut clergé. Le prince était assis sur son trône ; le consul prit place vis-à-vis de lui ; après remise solennelle des lettres de créance, le prince fit les présentations d'usage, des discours furent échangés et l'envoyé de France termina cette cérémonie par la distribution inévitable des cadeaux (1).

Cette entrée en fonctions fit une bonne impression sur tout le monde. A peine installé, Fleury eut vite de l'occupation ; non pas qu'il y eût à Bucarest beaucoup de nationaux. La colonie ne comprenait en effet que vingt-cinq personnes, en majeure partie des protégés, se faisant remarquer par leur peu de zèle à répondre aux appels du consul ; mais l'arrivée des agents dans les Principautés coïncidait avec un événement des plus importants pour l'histoire de la Turquie : Passavan Oglou était en pleine révolte, et ses opérations militaires contre les troupes ottomanes se conduisant autour de Widdin et jusque dans la petite Valachie, le consul de France se trouvait aux meilleures places pour suivre la marche du pacha et en instruire son gouvernement. La correspondance diplomatique des agents est donc remplie, pendant les premiers mois, du récit des victoires de Passavan Oglou et des sympathies peu déguisées que le rebelle trouve parmi les boyards. Le consul de France se contente de garder vis-à-vis du mouvement insurrectionnel une attitude de simple curieux : cette conduite lui était du reste commandée par une dépêche du Directoire (2), mais la dépêche signée de Talleyrand et datée du 17 février 1798 se terminait par ce post-scriptum : « Le Directoire ne verrait pas sans satisfaction les succès de Passavan Oglou, bien loin de

1. *Hurmuz*, vol. III, suppl. 1^{er} CLXXVI.

2. *Hurmuz*, vol. III, suppl. 1^{er} CXX.

s'y opposer ; il lui importe du moins que si cet étranger doit succomber sous les efforts de la Porte, ce soit le plus tard possible »... Cette déclaration énigmatique survenant après des instructions d'un ton bien différent, ne laisse pas de gêner le consul et de rendre sa situation assez fausse. Plusieurs ministres étrangers ne manquèrent pas, ainsi que le constate Fleury, de tirer parti de cette orientation politique nouvelle, pour diminuer le crédit de la France en Turquie et s'efforcèrent de persuader aux princes et à la Porte que Passavan Oglou avait des intelligences avec le gouvernement de la République. Il est bien certain que le Directoire avait modifié sa manière de voir, et une note diplomatique de Talleyrand, postérieure à l'adresse reçue par Fleury, explique les idées que l'on commençait à agiter à Paris : le traité de Campo-Formio, après les brillantes victoires de Bonaparte, avait changé les vues primitives du gouvernement ; la ruine de la Turquie était envisagée, notamment, comme une conjoncture possible, et le Directoire, devant les progrès de Passavan Oglou, auquel Aubert du Bayet et Carra Saint-Cyr prêtaient de vastes desseins et prédisaient l'empire, pensait qu'en cas de partage de la Turquie, il était désirable que Passavan Oglou pût en acquérir une portion même considérable : ce qui amènerait une diminution sur les lots qui échoiraient à la Russie et à l'Autriche à la suite de ce démembrement. En observant vis-à-vis du rebelle une neutralité bienveillante, la France s'attirerait sa reconnaissance, et se créerait ainsi en Orient une amitié qui pourrait devenir des plus précieuses (1).

Cependant le succès des armées françaises en Occi-

1. *Hürmuz*, vol. II, suppl. 1^o CCCLXIX.

dent et le dernier traité avec l'Autriche avaient rendu à l'agence de France à Burarest une situation plus enviable ; à Constantinople les susceptibilités furent calmées par quelques bonnes paroles ; Fleury, qui se trouvait auparavant isolé au milieu de l'hostilité générale, eut désormais un allié plein de prévenances dans le corps diplomatique même : c'était le consul d'Autriche. La colonie française s'était agrandie à la suite de la paix de Campo-Formio qui faisait rentrer sous la surveillance et la protection de la France, les sujets de Corfou, Zante, Céphalonie ; dans les cérémonies officielles, ce concours nouveau de nationaux venant grossir le cortège du consul contribuait à relever le prestige de Fleury. Il n'est pas jusqu'au nouveau prince, successeur d'Ypsilanti, le grec Constantin Handgerly, qui ne se montre pressé d'accorder à l'agent de France toutes les satisfactions possibles : l'accord intervenu entre la République et l'Autriche faisait craindre aux Grecs quelque action combinée dans les Principautés, dont l'hospodar et sa cour seraient peut-être victimes, et, par mesure préventive, on fit étalage de sentiments francophiles à Bucarest. Parant, à Iassy, avait été moins heureux que son collègue depuis son installation ; il se trouvait dans un milieu russe et par suite plus hostile encore : ses débuts furent très pénibles : en dehors des difficultés soulevées contre lui par le Prince et sa cour, il avait eu la peste dans la maison consulaire même, et avait été, à la suite du fléau, soumis à une quarantaine vexatoire de plusieurs semaines. Néanmoins, les succès de la France dans l'ouest de l'Europe lui rendirent, de même qu'à Fleury, l'existence plus facile : il trouva de la considération non seulement auprès du prince, mais aussi chez ses collègues du corps consulaire, jusque-là confiné dans une

attitude hostile, grâce aux intrigues du représentant de la Russie.

Au reste, ce ne fut pas seulement l'heureuse issue de la guerre avec l'Autriche qui vint faciliter la mission des agents de France dans les Principautés. Ce qui surtout, vers le milieu de l'année 1798, leur faisait trouver jusque dans le peuple des sympathies qu'ils n'avaient jamais connues auparavant, c'est qu'un refroidissement sensible s'était produit dans les relations de la France et de la Porte.

La défiance de la Turquie envers la France, déjà desservie, la veille, par les puissances intéressées qui avaient fait ressortir son attitude passive vis-à-vis de Passavan Oglou, se justifiait chaque jour davantage, en cette fin d'année 1798, et augmentait avec la marche des événements. Bonaparte était parti pour l'Égypte, et l'on devinait à Constantinople que la bienveillance de la France envers Passavan Oglou masquait l'espoir que la Turquie serait trop occupée par cette révolte sur le Danube, pour venir contrecarrer sur le Nil les projets du général français. La Porte se sentait menacée, sans savoir au juste comment et pourquoi; Fleury, à Bucarest, était vivement pressé par le prince d'expliquer l'attitude de son gouvernement et de rassurer le Sultan; mais il n'était guère renseigné lui-même sur les vues du Directoire, et devait se contenter de distribuer des consolations et de rappeler la loyauté de la France ainsi que sa constante amitié pour l'Empire ottoman. Ces assurances ne diminuaient en rien l'émotion des Turcs et le danger qui les attendait dans les Principautés, grâce à l'attitude plutôt encourageante de la France vis-à-vis de Passavan Oglou. A ce moment, en effet, où Bonaparte, débarqué à Alexandrie, commençait une conquête en règle de l'É-

gypte, les Russes qui avaient concentré leurs troupes en Pologne et autour de Kiew, menaçaient sérieusement la Moldavie et la Valachie, prises ainsi entre deux feux : les Russes au nord, et le pacha de Widdin au sud. Si ces deux ennemis de la Porte venaient à se donner la main en envahissant chacun de son côté les Principautés, c'en était fait, semblait-il, de la domination turque : et cette ruine était en partie l'œuvre de la France.

Tels furent bien les raisonnements du Divan, et ses résolutions furent vite prises. A peine Fleury venait-il de recevoir d'Handgerly l'assurance que la Porte fermerait les yeux sur les évènements d'Égypte, qu'il recevait le lendemain, ainsi que Parant, l'ordre de ne plus sortir de son agence : un cordon des troupes principales investit la maison consulaire et garda les consuls à vue. C'était un emprisonnement qui équivalait à une déclaration de guerre. Ce dernier acte ne devait plus se faire attendre.

En vain par une note du 6 vendémiaire, le gouvernement écrit à Fleury pour justifier la descente en Égypte comme une mesure de police contre les beys du pays, et pour annoncer que le long intérim de l'ambassade de France, qui inquiétait les Turcs, va cesser avec l'arrivée du citoyen Descorches ; l'hostilité de la Porte ne s'apaise pas. La détention courtoise de Fleury devient un emprisonnement rigoureux dans le monastère de Cotroceni, près de Bucarest, au moment même où la flotte russe venait mouiller dans le Bosphore et où des officiers du tzar arrivaient à Iassy pour élaborer un traité d'alliance entre les deux empires si longtemps ennemis. La défaite d'Aboukir, ruinant le succès de l'expédition d'Égypte, enhardit encore le Divan et précipite les évènements.

C'est la fin de la première agence française dans les Principautés ; après quelques dernières lettres que le prince Handgerly fait parvenir au gouvernement français, Fleury est réduit au silence ; la mise aux Sept-Tours, à Stamboul, de Ruffin, le chargé d'affaires de France, avec tout le personnel de l'ambassade, survient au lendemain de la déclaration de guerre de la Porte à la France ; bientôt après, Fleury et Parant, ayant confié la protection des sujets français aux consuls d'Autriche et lancé une circulaire patriotique d'un style déclamatoire et ému, sont envoyés, enchaînés, à Constantinople, et quittent ainsi définitivement les Principautés, le premier avec résignation et dignité, le second avec quelques cris déplacés.

Après leur départ, les sujets français de Valachie furent bien traités, grâce à Handgerly, et gardèrent une liberté que ceux du reste de l'empire n'eurent point ; cette modération du prince de Valachie fut un des griefs invoqués contre lui par ses ennemis pour amener sa révocation : il fut décapité en 1799.

La rupture entre la Porte et la France se trouvait consommée ; en France surtout, on sembla décidé au démembrement de l'empire turc ; et c'est ainsi qu'en note d'un mémoire adressé par Constantin Stamatî, et exposant que la République française devait changer de système et ne plus considérer les Turcs que comme des sujets de la Russie, le ministère des Affaires étrangères ajoute que ce mémoire est juste, et que si la Turquie continue à suivre la politique moscovite, la France devra agir en conséquence (1).

La guerre se poursuit entre les deux pays, interrompant toutes les relations diplomatiques : cette inter-

1. *Hurmuz.*, vol. II, suppl. 1^{er}, CCLXXV.

ruption était fort gênante pour le gouvernement français, qui, n'ayant pas d'agent en Russie, eût voulu savoir ce qui se passait non seulement dans les Principautés, mais dans l'empire russe et surtout autour de Widdin, à l'armée de Passavan Oglou. Pour combler cette lacune, le général Carra Saint-Cyr fut envoyé sur les bords du Danube avec mission de suivre les opérations du pacha rebelle et d'obtenir des renseignements sur les évènements d'alentour.

Jusqu'au rétablissement de la paix, ce fut donc par cet officier ou par des Français de bonne volonté résidant en Roumanie que le gouvernement put être informé des choses d'Orient; un certain marquis de Poullio, Grec de Macédoine, se chargea, moyennant trois cents francs par mois, d'établir en Allemagne des correspondances embrassant la Grèce, le Levant et les Principautés danubiennes. C'est toujours Passavan Oglou qui est le point de mire de l'attention. Il avait en effet sollicité à plusieurs reprises l'appui du gouvernement de la République et se mettait en quelque sorte à la disposition de la France. Ces principautés tentaient son ambition et il eût voulu s'en assurer la possession. De son côté, le Directoire envisageait volontiers la prise de ces provinces par le pacha, qui eût ainsi porté un coup sensible aux Russes et aux Turcs. Aussi, dans les dépêches échangées entre Carra Saint-Cyr et les Affaires étrangères, à ce moment, le gouvernement semontre-t-il désireux de connaître quelles sont les dispositions des peuples moldave et valaque à l'égard de Passavan Oglou, et quelle est l'influence de ce dernier dans les provinces soumises à la Porte.

Ce n'était pourtant pas avec le rebelle de Widdin que les diplomates sérieux de Paris espéraient régler, à l'avantage de la France, les affaires d'Orient. A leurs

yeux, il n'y avait pour la France que deux moyens possibles de frapper la Russie et la Turquie : affranchir les Principautés ou les donner à l'Autriche. Ces deux hypothèses furent examinées à fond par le tribun Félix Beaujour dans un rapport adressé à Bonaparte, devenu Premier Consul. Il ne s'agissait donc plus de fortifier la Turquie dans les provinces danubiennes pour opposer une digue suffisamment résistante à l'ambition des Russes ; on sentait que la Porte n'avait pas la force voulue pour défendre ces provinces. Peut-être soupçonnait-on la vérité : que cette défense était rendue impossible par l'hostilité même des Moldo-Valaques et l'éclosion de leur sentiment national. C'est pour ce motif, sans doute, que le mémoire de Beaujour parlait d'affranchir les Principautés ; mais il n'insiste pas sur ce moyen et s'étend longuement sur le second, plus efficace aux yeux de l'auteur : donner les Principautés danubiennes à l'Autriche (1).

Avec cette conception, c'est la politique de l'ancien droit européen qui parle : celle des compensations territoriales que poursuivront dans l'avenir Bonaparte et Talleyrand : le mémoire du tribun Beaujour, qu'est-ce, sinon une sorte de préface à ce mémoire si célèbre écrit par Talleyrand en 1805 sur la question d'Orient (2) où le grand diplomate expose l'idée qui lui fut toujours chère et qu'il chercha à faire triompher même à l'encontre des projets de son maître Napoléon : opposer l'Autriche à la Russie dans les Balkans, voilà quel devait être, suivant lui, le dernier mot de la

1. *Humus*. vol. II., suppl. 1^{re} CCCX. Mémoire du tribun Beaujour, du 10 juin 1802.

2. *Lettres inédites de Talleyrand à Napoléon I^{er}*, publiées par Bertrand, p. 162.

politique française. « En poussant l'Autriche dans ces régions, la France gagnerait l'inestimable avantage de la mettre en état d'hostilité constante avec l'empire des Tzars. Entrant dans le détail des moyens, Talleyrand proposait d'offrir à l'Autriche les Principautés roumaines, la Bessarabie, et de la laisser atteindre l'embouchure du Danube : son territoire ainsi prolongé en ligne droite jusqu'à la mer Noire, interposé entre le reste des possessions ottomanes et la Russie, formerait barrière contre cette puissance... et la Russie irait vers l'Asie, où elle se heurterait tôt ou tard avec l'Angleterre (1). Au moment où le tribun Beaujour exposait dans son mémoire des idées qui étaient celles non seulement de Talleyrand, mais de tout le monde en France, la combinaison semblait plus que jamais rationnelle : au lendemain de la paix de Lunéville, en effet, la France se trouvait toujours en guerre avec la Turquie — et par suite dégagée de tout scrupule — et l'Autriche venait de perdre, par le traité, de grosses possessions en deçà des Alpes, dont les provinces danubiennes seraient un heureux dédommagement.

Mais tandis qu'à Paris l'annexion du pays roumain à l'Autriche était considérée comme le meilleur parti à suivre, dans les Principautés, les boyards s'étaient emparés de la seconde idée : celle de l'affranchissement de leur pays, et prenaient résolument la tête du mouvement politique.

Nous avons vu, au commencement de cette étude, comment les nobles se tournaient surtout vers les Russes et espéraient dans leur intervention ; mais il s'était produit très vite une scission parmi les boyards et la

1. Vandal, *Napoléon et Alexandre 1^{er}*, vol. I. Avant-propos, p. 8.

formation de deux partis : un parti russe, et un parti qui n'avait pas de titre, mais que l'on peut appeler parti national, puisqu'il cherchait à assurer l'affranchissement des Principautés de la domination phanariote d'abord et secrètement, aussi, de la domination turque. Ce dernier parti, composé de plusieurs hauts personnages : Campineano, Catargi, Stourdza, etc... appartenant à la noblesse de Iassy et de Bucarest, et dirigé par le grand ban de Craïova Démètre Ghika (frère du prince Grégoire III Ghika VII que la Porte avait fait assassiner lors du rapt de la Bukovine) s'était rendu compte que si les Russes accouraient au premier signal pour débarrasser le pays des Grecs et même des Turcs, ce serait pour s'établir eux-mêmes aux lieu et place des anciens maîtres et réduire les Principautés au rang d'une simple province de leur empire. Aussi tandis qu'une partie des boyards continuait à accabler le tzar d'adresses réclamant le secours des armées russes, l'autre partie chercha en Europe la puissance assez désintéressée pour garantir l'existence nationale : la France seule, par son éloignement même, offrait les garanties désirables ; de plus, elle venait de sortir glorieusement de sa lutte avec l'Europe coalisée, et de l'effacement où les événements l'avaient forcée à se confiner en Orient, après la Révolution. Ses succès contre l'Autriche en 1797 avaient déjà eu un écho retentissant dans les Balkans, sa rupture avec la Porte et son hostilité permanente avec la Russie, achevèrent de confirmer les boyards du parti national dans leur idée de recourir à la France. x

Après une grande réunion nocturne dans le palais du grand ban Démètre Ghika, les boyards avaient décidé par acclamation qu'un des leurs seraient envoyé à Paris pour agiter l'opinion et créer un courant favo-

nable à leur cause ; un noble, Nicolas Dudesco, avait été désigné, et, réalisant toute sa fortune, était parti pour la France. Mais, à peine formé, le parti roumain — c'est ainsi qu'il s'appelait déjà — faillit se dissoudre. Pendant de longs mois, Dudesco ne donna plus signe de vie et les boyards qui regardaient anxieusement du côté de la France, ne voyaient rien venir. Le parti russe tirait, bien entendu, avantage du résultat négatif de cet appel à la France : les chefs de ce dernier parti s'étaient adressés de leur côté au tzar Alexandre et, par une pétition, lui avaient demandé de les secourir contre les exactions des pachas turcs : le Sultan ayant reçu les observations de l'ambassadeur de Russie et sermoné ceux des pachas qui ne respectaient pas suffisamment le territoire des Principautés, les partisans de la protection russe firent valoir l'empressement du tzar à leur venir en aide, et l'efficacité de cette aide. Ils achevaient de mettre en parallèle cette bienfaisante activité de la Russie et l'inertie de la France. Bref, le parti national et français semblait condamné à de stériles efforts.

Une nouvelle tentative fut cependant faite : un jeune homme, nommé Golesco, fut envoyé à son tour pour tâcher de retrouver Dudesco et desavoir les intentions du gouvernement français. Il était porteur d'une adresse collective au Premier Consul, dans laquelle les boyards demandaient avec instance l'appui de la France pour constituer leur pays en république (1). Cette fois, le succès couronna l'entreprise et les lettres de Golesco vinrent relever l'espoir des boyards : Dudesco, une fois arrivé à Paris, avait cherché à attirer l'attention du monde par son luxe et son train, voire par ses extra-

1. Vaillant, *l'Empire c'est la Paix*, p. 120-121.

vagances : la légende raconte que pour montrer aux Parisiens ce que pouvait être un traînage dans les Principautés, il aurait réquisitionné les confiseurs et amené dans une allée des Champs-Élysées, un chemin de sucre glacé pour l'exhibition de son traîneau et de ses trotteurs ; quoi qu'il en soit de ces folies, il dépensait plus utilement sa fortune en donnant des fêtes et des bals aux personnes les plus marquantes et les plus influentes de l'entourage du Premier Consul ; il cherchait à se gagner la bienveillante amitié des femmes célèbres : M^{me} de Staël, avant la brouille avec Bonaparte, M^{me} Récamier ne manquaient jamais de trouver à la table de Dudesco quelque bijou rare délicatement caché sous leur couvert ; à côté des sourires, il sut récolter des promesses positives : le général Poniatowski s'engagea à faire son possible pour amener Bonaparte à passer par les Principautés si, comme tout le faisait prévoir, la France allait porter la guerre en Russie ; en attendant qu'un prince indigène pût être nommé dans les Principautés, Poniatowski avait informé les envoyés roumains que Bonaparte avait donné des instructions à son ambassadeur à Constantinople pour qu'Alexandre Soutzo, prince de Moldavie, fût nommé également à Bucarest : ce prince, dont la bonne administration avait produit d'heureux résultats et gagné toutes les sympathies, était un partisan chaleureux de l'influence française, ainsi qu'il en donna des preuves durant tout le premier Empire. A peine ces nouvelles étaient parvenues à Bucarest, qu'en date du 29 juin 1802 et sur les instances de l'ambassadeur de France, le prince Soutzo était nommé en Valachie.

Le parti national et francophile venait de remporter une brillante victoire due à l'énergie et à la constance de son effort, car, dans le pays même, les boyards

n'avaient pas eu l'aide que leur eût, à d'autres heures, procurée la présence d'un représentant de la France : l'agence de Bucarest, non plus que celle de Iassy, n'avait été encore rétablie depuis la guerre ; mais heureusement pour la cause nouvelle, les hostilités entre la France et la Porte avaient pris fin ; l'étoile de Bonaparte brillait chaque jour d'un plus vif éclat et les Turcs se reprenaient à écouter les conseils et à suivre la politique de la France. Le nouveau prince de Valachie, Alexandre Soutzo, était gagné d'avance aux idées du parti national : il avait fait ses études à Paris, et il y comptait beaucoup d'amitiés parmi les hommes politiques les plus en vue ; son élection au trône de Moldavie, à la fin de l'année 1801, avait été déjà l'œuvre de la diplomatie française. Bref, Soutzo était décidé à gouverner avec la France et pour la France.

Par malheur, l'histoire d'Orient ne connaît que les coups de théâtre, et le triomphe du parti national roumain ne devait être que de courte durée : Soutzo venait de faire à Bucarest une entrée imposante, quand un envoyé du Sultan lui apporta inopinément l'ordre de retourner à Iassy : Constantin Ypsilanti, la créature des Russes, qui avait toujours travaillé contre la France, était nommé à sa place au trône de Valachie ; quelques jours plus tard, un nouveau coup venait frapper le malheureux prince. Un firman le déclara déchu du trône de Moldavie au profit d'Alexandre Mourouzi qui l'avait déjà occupé et était l'agent zélé de la politique moscovite. Ainsi, en deux mois, les Russes, prévenant le retour de l'influence française, avaient réussi, par leurs intrigues, à faire nommer dans les Principautés deux princes gagnés à leur cause, en infligeant à la France un grave échec. A Paris, l'évènement passa presque inaperçu. Bonaparte, à la veille d'être

empereur, avait l'esprit distrait par d'autres préoccupations supérieures ; d'ailleurs, à cette époque, il connaissait fort mal l'Orient et les Principautés danubiennes ; surtout, il ignorait qu'il y eût, dans ces régions, une vie nationale en germe, quelque chose comme le premier tressaillement d'un peuple prenant conscience de lui-même. A Bucarest et à Iassy, l'effet de ces nominations de Mourouzi et d'Ypsilanti fut profond ; aux yeux de tous, la France avait été battue par la diplomatie russe. Le parti russe reprit l'avantage momentanément perdu et se trouva à la tête des affaires, marchant de concert avec les Grecs.

Quant aux boyards du parti de la France, l'échec d'Alexandre Soutzo les a abattus et dispersés. Jugeant les Principautés inhabitables sous des princes ennemis, et avec la menace des invasions toujours terribles de Passavan Oglou dans la Petite-Valachie en attendant la venue, aussi redoutable pour eux, des Russes, la plupart émigrèrent en Transylvanie et dans le Banat. Ceux qui étaient restés encore, songèrent à aller chercher un refuge en France. Profitant du passage du colonel Sébastiani par Bucarest, où cet officier avait été envoyé par Bonaparte en mission d'études, le prince Constantin Ghika lui remet une pétition signée par plusieurs grands boyards et renouvelant auprès du Premier Consul une demande qu'ils avaient déjà faite peu auparavant par l'entremise de Champagny : cette pétition réclamait la protection de Bonaparte pour qu'ils pussent vendre leurs terres sans être inquiétés, avec la faveur de venir ensuite séjourner en France et s'y établir au besoin (1).

1. *Hurmuz.*, vol. II, suppl., 1^{er}, CCCXCIX.

Ces craintes des amis de la France étaient justifiées par l'hostilité des nouveaux princes Ypsilanti et Mourouzi, tous deux agents dociles des Russes. Constantin Ypsilanti s'était entouré de conseillers, destinés par leur origine même à combattre la politique française. Son secrétaire d'État aux affaires extérieures était un certain général comte Gaspari de Belleval, émigré français qui, après une existence aventureuse, avait fini par échouer à Constantinople, où il était devenu l'ami d'Ypsilanti. Lorsque ce dernier fut nommé prince de Valachie, grâce aux efforts de l'envoyé russe, M. de Tamara, Belleval suivit la nouvelle fortune de son protecteur et vint jouer à Bucarest le rôle de grand diplomate qu'il avait joué jadis à Iassy ; à côté de lui, on vit surgir comme secrétaire particulier un nommé Géliotoncourt, qui semble avoir été soldat en France et déserteur, sur le champ de bataille de Marengo ; et, avec le titre de précepteur des enfants du Prince, un autre émigré, M. de Sainte-Aulaire, qui n'a pas le caractère louche de son compatriote Belleval, mais qui partage sa haine pour Bonaparte et la République française : tandis que Belleval se montre toujours en public avec la croix de l'ordre du Saint-Esprit que lui avait donnée Louis XVIII, Sainte-Aulaire se charge de colporter dans les salons et dans le peuple, des brochures imprimées en Angleterre et injurieuses pour la France et son chef. A Iassy, la haine de la France n'était pas plus dissimulée. Mourouzi appartenait à une famille dont tous les membres s'étaient distingués et devaient se distinguer dans la suite comme ennemis convaincus sinon déclarés de la France, et comme partisans zélés de l'influence russe. Alexandre Mourouzi continua ce système, faisant du consul de Russie son commensal et son conseiller, et surveillant de près, les

boyards suspects d'avoir des sympathies pour la politique française.

A ces attaques plus ou moins directes, comment répondait la France ? Ruffin, l'actif chargé d'affaires de l'ambassade de Constantinople, avait lutté de son mieux, au lendemain de la chute d'Alexandre Soutzo, pour regagner le terrain perdu ; son ardeur lui avait même valu de recevoir, en secret, un cadeau de 200 bourses d'or, présent d'Ypsilanti qui pensait se gagner ainsi ses bonnes grâces comme il se gagnait celles des membres du Divan. Vers le milieu de l'année 1803, le général Brune, l'ambassadeur, s'inquiéta de laisser les Principautés sans aucun agent français qui pût combattre les menées des princes et du parti russe ; en attendant une nomination définitive, il envoya à titre provisoire et comme « commissaire des relations commerciales » le citoyen Sainte-Luce à Bucarest, secondé, à Iassy, d'un sieur Méchain. Après avoir eu à lutter, pour obtenir les bérats nécessaires, contre le mauvais vouloir de la Porte, que les dernières allures conquérantes de la Russie lors de l'élection d'Ypsilanti avaient absolument effarouchée, les deux agents trouvèrent dans les Principautés l'accueil que l'on devine de la part des princes et de leurs conseillers prêts à diriger toutes les entreprises contre la France.

Bref, en cette fin d'année 1803, où reprit le fonctionnement régulier de l'agence française — à titre provisoire encore — les Principautés étaient livrées à la Russie et le parti national ami de la France n'avait plus aucune part dans la vie politique du pays. C'est à cette époque, quelques mois après la rentrée des consuls, et dans les premiers jours de l'année 1804, que Bonaparte se proclamait empereur des Français.

IV

L'EMPIRE FRANÇAIS ET LES PRINCIPAUTÉS.

Ce n'est pas un besoin de division factice qui nécessite ce chapitre : l'arrivée de Napoléon à l'empire va changer les choses et donner une physionomie nouvelle à la politique de la France vis-à-vis des Principautés. Dans ses combinaisons qui remanieront la carte de l'Europe, Napoléon fera entrer la Moldo-Valachie comme un élément non seulement important — il en était déjà ainsi — mais prépondérant. Ces pays deviendront le lot d'une puissance, tantôt à titre de dédommagement, tantôt à titre de récompense. Napoléon les transforme en un territoire vague, d'autant mieux qu'il n'a sur ces régions du Danube que des idées assez peu précises : il se sert de ce territoire comme d'un appât pour diviser ses ennemis, s'assurer leur concours et conclure des traités. Déjà, lors de l'expédition d'Egypte, alors qu'il n'était qu'un simple général, Bonaparte avait choisi l'Orient pour objectif ; devenu empereur « il y vit surtout un moyen de diversion et de transaction ; c'était sur ce terrain qu'il espérait diviser ses ennemis, dissoudre la coalition en lui ravissant un de ses membres, s'attacher l'une des cours principales, quelle qu'elle fût, conquérir enfin cette grande alliance dont il avait besoin pour maîtriser le continent et vaincre l'Angleterre (1) ». Depuis longtemps, la faiblesse croissante de l'empire ture

1. *Napoléon et Alexandre*, Vandal, 1^{er} vol., p. 3.

excitait les convoitises des puissances européennes, et la possession des bouches du Danube et des passes des Balkans hantait l'imagination des hommes d'Etat russes ou autrichiens; de même que la Pologne à la fin du XVIII^e siècle, les principautés devaient être la pomme de discorde entre les puissances, même alliées : « Napoléon avait reconnu cette fissure de la coalition et sa politique s'appliqua à y pénétrer comme un coin, pour la creuser et l'élargir. Cette idée de partager la Turquie qui flotte en l'air, il s'en saisit et la formule, non pour la réaliser encore, mais pour en faire, selon les cas, un appât ou un épouvantail; tour à tour... il se montre pressé de détruire la Turquie ou jaloux de la conserver (1) ».

Talleyrand, qui devait être, pendant la première partie du règne, le conseiller écouté de Napoléon, contribuait à développer cette idée qui lui était chère et qui fait le fond de son grand mémoire sur la question d'Orient. Seulement, pour lui, la politique de la France, ainsi que nous l'avons vu, devait tendre à provoquer une entente sur l'Orient avec la Prusse et surtout avec l'Autriche contre la Russie. Talleyrand estimait que l'occupation des Principautés par l'Autriche débarrasserait la France de toute gêne en Occident de la part de cette puissance aux prises avec la Russie en Orient. Napoléon, avec des alternatives en faveur des Russes, après Tilsitt en particulier, partagea les vues de son ministre, et « la pensée de provoquer avec la Prusse et l'Autriche une entente sur l'Orient inspira périodiquement son action diplomatique : elle en forma un des traits essentiels, le plus original peut-être et le plus habile (2) ».

1. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, 1^{er} vol., p. 4.

2. Vandal, *ibid.*, p. 7.

En somme, Napoléon fit des Principautés un de ses grands moyens d'action politique. Voyons comment, sous l'empire, la France y exerça ses efforts.

Les difficultés créées autour des agents de France avaient augmenté chaque jour, surtout lorsqu'on eut vu Napoléon, à peine empereur, aux prises avec une coalition nouvelle et formidable : l'audace des ennemis de la France avait crû, devant l'écrasement des armées françaises escompté par tous. Aussi, l'annonce de la victoire d'Austerlitz éclata comme un coup de foudre, consternant les partisans avoués de la Russie, et changeant en sourires hypocrites les mauvaises dispositions des Grecs. Les princes de Moldavie et de Valachie avaient pour mission spéciale de réunir et de colporter à Constantinople toutes les nouvelles d'Europe ; dans la circonstance présente ils s'efforcèrent de cacher l'événement le plus possible, puis, d'en diminuer la portée. Ypsilanti, par une lettre adressée au Grand Seigneur et publiée dans le pays pour être distribuée aux foules, faisait entendre que la victoire des Français n'était pas décisive et que, d'ailleurs, l'empereur Napoléon, dans sa rancune d'avoir échoué jadis à Saint-Jean d'Acre, était prêt à partager l'empire ottoman.

De concert avec Mourouzi, il envoyait des courriers au Divan pour exprimer ses craintes que les Français, en marche vers la Russie, ne voulussent profiter de la proximité pour envahir les Principautés.

Le gouvernement français s'émut de ces menées qui achevaient de faire perdre à la France toute considération et de troubler la confiance renaissante de la Porte : déjà Sélim, malgré ses vellétés d'énergie et ses assurances de sympathie pour la France, avait renouvelé avec le tzar le traité de 1798, qui consacrait l'immixtion des Russes dans les affaires intérieures des

Principautés. Il devenait urgent d'agir pour arrêter la Russie dans cette audacieuse main-mise. A ce moment, Napoléon, voyant que l'Autriche et la Prusse restaient muettes devant ses offres de partage de la Turquie, et tout à l'idée de frapper la Russie, se décide à aller jusqu'à l'Orient pour le réveiller (1).

La nomination du général Sébastiani comme ambassadeur à Constantinople fut le signal des nouveaux efforts de la diplomatie française ; dans les instructions remises au général, le 21 juin 1806, le gouvernement insistait sur le but des négociations qui devaient amener la Porte à refouler l'influence russe et à reprendre les Principautés ; Talleyrand, de son côté, travaillait auprès de Muhib Effendi, l'ambassadeur de Turquie à Paris, pour l'engager à pousser la Porte vers les Principautés, lui faisant entendre que la France l'y aiderait dans la mesure du possible. En même temps, le gouvernement français avait fait cesser le provisoire de la mission à Bucarest et à Iassy, en nommant M. Reinhardt dans la seconde de ces villes, et Parant, dans la première ; M. Reinhardt devait porter le titre de résident, eu égard à son grade de ministre plénipotentiaire ; mais pour ne pas inquiéter les Turcs, dont il s'agissait de gagner la confiance, on finit par lui laisser l'ancien nom d'agent consulaire.

Le rétablissement de la mission française dans les Principautés et la nomination de Sébastiani devaient seconder utilement les projets que méditait Napoléon. C'était le moment où le roi de Prusse était en butte aux sollicitations des ennemis de la France qui négociaient avec lui pour renouer les liens d'une quatrième coalition ; il était donc nécessaire de créer en Turquie une

1. Vandal. *Napoléon et Alexandre*, 4^e vol., p. 11

agitation suffisante pour immobiliser les Russes et occuper l'Autriche. L'empereur, à cet effet, accabla le sultan Sélim d'exhortations et de conseils énergiques. Le sultan, de son côté, se laissa aisément convaincre. Déjà, dans le courant de l'année 1806, il avait prescrit la fermeture des Détroits et restreint les privilèges, des protégés, toutes mesures qui lésaient les intérêts de la Russie en Orient; le 10 juillet, Ruffin enregistrait la rumeur courant à travers Constantinople de la déposition imminente des princes de Moldavie et de Valachie. Ce bruit était si extraordinaire que personne n'y voulait croire, les intéressés les premiers; c'eût été une véritable déclaration de guerre à la Russie qui, par des traités récents, s'était arrogé le contrôle de l'administration des princes et le droit de protection sur ces agents dévoués à son influence. Le 28 août 1806, néanmoins, la nouvelle prit corps et devint officielle: les princes Callimaki et Alexandre Soutzo, bien connus pour leur dévouement aux idées françaises, remplaçaient Mourouzi et Ypsilanti déposés par un firman du Sultan. La diplomatie de la France, en quelques jours, venait de réparer brillamment l'échec de 1802. La Russie se trouvait rejetée au-delà du Pruth et la Turquie regagnait le terrain moralement perdu par sa faiblesse de jadis. L'ultimatum indigné de M. d'Italinski, soutenu par les envoyés d'Angleterre et de Prusse, prouva que non seulement la Russie, mais les puissances ennemies de la France, sentaient la gravité du coup qui venait d'être porté.

Malheureusement il sembla que l'énergie de Sélim ne pût se maintenir à la hauteur des événements. Devant les menaces d'Italinski, qui se disposait à quitter Constantinople, si les anciens hospodars n'étaient pas rétablis, le Sultan s'était troublé; la guerre imminente entre

la Prusse et la France lui fit craindre que cette mésintelligence entre les deux puissances les plus intéressés à la conservation de la Turquie ne donnât un grand avantage à l'ennemi naturel, c'est-à-dire à la Russie. Bref, lorsque le 12 octobre, un amiral anglais parut avec une escadre et signifia que l'Angleterre ferait cause commune avec les Russes, la Porte céda à la nécessité et « conjura l'orage dont elle était menacée en remettant en place (le 13 octobre) les Hospodars qu'elle venait de déclarer traîtres, et en déposant les hommes de son choix (1) ».

Malgré l'énergie déployée par Sébastiani, le sultan avait cédé à la peur d'une guerre dans laquelle il craignait de lutter sans le secours de la France : les Mourouzi et Ypsilanti annonçaient en effet que Napoléon, aux prises avec les forces prussiennes, avait subi une défaite sanglante et battait en retraite vers Paris. Cette fausse nouvelle suffisait pour abattre toutes les velléités viriles à Constantinople. A Saint-Pétersbourg où l'on était mieux informé, la cour s'applaudissait d'une guerre qui mettait aux prises deux alliés destinés à être constamment d'accord pour s'opposer à ses projets contre l'empire ottoman ; et les cercles politiques crurent que Napoléon, s'il n'était pas battu, aurait beaucoup de peine à réduire les Prussiens à merci.

Les Russes n'hésitèrent plus à réaliser l'opération qu'ils désiraient depuis tant d'années. Le 14 novembre 1806, espérant n'être pas gênés sur leurs derrières par les Français, ils pénétraient sur le territoire moldave ; aussitôt arrivés à Iassy, ils s'emparaient du consul de France Reinhardt et l'envoyaient prisonnier en Russie,

1. *Rapport de Talleyrand à Napoléon. Hurmuz.*, vol. II. suppl. 1^{er}, DXXXI.

sous bonne escorte, tandis que le général Michelson marchait sur Bucarest. Cette rapide campagne avait un but que les Russes publiaient bruyamment; il ne s'agissait pas d'attaquer la Sublime-Porte et encore moins les pays envahis, mais bien de prévenir, par cette intervention armée, les effets pernicieux de la domination française dans les Principautés; en occupant la Moldavie et la Valachie, les troupes russes empêcheraient la réalisation du dessein, avoué par Sébastiani, de faire de ces Principautés un camp retranché pour les armées françaises qui devaient attaquer l'empire russe sur le Dniester (1).

Ainsi, ce n'était pas avec des idées de conquête que les Russes avaient envahi les provinces roumaines, il n'y avait dans cette occupation qu'une mesure de protection prise contre la France. Les populations des Principautés, sans démêler le fond des projets russes, firent bon accueil aux arrivants. Le prince Mourouzi se sentit dans une position des plus fausses; il chercha à se concilier à la fois les bonnes grâces du grand état-major russe et celles de l'empereur Napoléon qui pouvait bien être, le lendemain, après une victoire en Prusse, l'arbitre de son sort : se sachant très desservi auprès du gouvernement français par le général Sébastiani, il désirait atténuer ce que les rapports de ce dernier contenaient de défavorable pour lui-même : il envoya à cet effet à Andréossy, ambassadeur de France à Vienne, un mémoire destiné à persuader Napoléon de sa profonde admiration pour son génie, et pour la gloire de son empire. Le mémoire, du reste, ne fut expédié que lorsque la nouvelle officielle des victoires

1. Note du 15 novembre 1806, Budeberg à Italiński. — *Hurmuz.*, vol. II, suppl. 1^{er}, DL.

de l'empereur en Prusse fut parvenue dans les Principautés; ces mesures de précaution tardives du prince Mourouzi devinrent bientôt inutiles.

La Porte, encouragée par Napoléon, qui, pour flatter et décider le Sultan, lui proposait une marche « commune et parallèle » contre la Russie, abandonna les princes qu'elle avait déposés une première fois déjà.

Soutzo fut de nouveau nommé hospodar de Valachie; un Handgerly reçut le trône de Moldavie. Sur ces entrefaites, la guerre était déclarée à la Russie, ce qui eut pour résultat de changer l'occupation des troupes russes en une véritable conquête de tout le pays roumain. Le commissaire Lamare, qui faisait depuis quelques mois fonctions d'agent consulaire à Bucarest, dut fuir précipitamment pour éviter le sort du consul Reinhardt, emmené captif dans la Petite-Russie : à son départ, la protection des sujets français demeurés en Roumanie fut confiée à l'envoyé autrichien de Brenner.

Tandis que Napoléon s'avavançait en Pologne, les Turcs pénétraient dans les Principautés pour en chasser les Russes : les armées ottomanes opérèrent de suite avec une vigueur inattendue, derrière laquelle il était aisé de deviner l'impulsion de la France. Talleyrand, résumant les idées de son maître, écrivait à Sébastiani : « L'empereur ne rendra Varsovie et Berlin — s'il restitue quelque chose — que lorsque la Porte aura recouvré la Moldavie et la Valachie. » Ces assurances donnaient aux Turcs une ardeur qui favorisa le succès de leurs armes. Il y eut plusieurs engagements très malheureux pour les Russes, qui se trouvèrent attaqués simultanément sur plusieurs points.

Le gouvernement de Napoléon considérait comme de

la plus haute importance d'être sûrement renseigné sur la marche des opérations de cette guerre : faute de pouvoir entretenir des agents à Bucarest et à Iassy, on se décida à envoyer des observateurs aux divers endroits où la lutte était la plus vive. C'est le moment de ces multiples missions sur les bords du Danube, aux quartiers des généraux turcs : Mériage, à l'armée de Passavan-Oglou, auquel Molla-Aga a succédé; Coigny, Boutin, Sorbier, etc., etc., à celle de Mustapha Bayractor, sont chargés de relater les incidents de la campagne; ils adressent journallement à l'empereur, établi à Varsovie, des rapports des plus intéressants sur la guerre et sur la situation des Principautés, devenues le théâtre de combats sanglants. La Valachie était la plus exposée et souffrait beaucoup des exactions des troupes irrégulières appartenant au corps du pacha de Widdin; les bachibouzoucks pillaient les campagnes pour s'approvisionner et empêcher les troupes russes de s'avancer dans la province de Craïova, en y faisant le vide. Les Russes, au contraire, que l'infériorité de leur nombre et leurs premiers revers avaient rendus circonspects, s'étaient repliés autour de Bucarest, conservant prudemment leurs communications avec l'empire par la Moldavie. Leur attitude modérée, que commandait la nécessité, leur gagnait les sympathies des populations ruinées par les troupes ottomanes; des milliers de paysans chassés de leurs campagnes s'étaient armés et accouraient s'enrôler dans les rangs russes; on leur donnait, du reste, les postes les plus périlleux. Des boyards il n'était resté dans la capitale de la Valachie que les chefs du parti russe; les nobles qui s'étaient dévoués à la France ou qui tenaient à la personne d'Alexandre Soutzo s'étaient groupés autour de ce prince qui avait établi lui-même sa résidence

à Roustchouk, auprès de Mustapha Bayractor, en attendant de pouvoir repasser le Danube, et revenir dans sa Principauté.

Ce retour semblait devoir être très prochain. Napoléon, en effet, continuait à donner à Sélim les meilleures assurances; « on lui avait proposé la paix: il ne l'acceptera qu'à la condition que les traités arrachés à la Porte pendant le sommeil de la France fussent révoqués (1). »

Quant aux Russes, dont les opérations militaires s'étaient chaque jour ralenties, ils témoignaient une grande impatience d'en finir coûte que coûte avec la Turquie, pour dégager les troupes et les ramener vers les frontières de l'Empire contre Napoléon. Pozzo di Borgo fut chargé en conséquence de négocier avec la Porte; Sébastiani figura au premier rang dans les pourparlers, avec mission d'assurer aux Turcs victorieux des avantages réels, en les empêchant de se laisser intimider ou tromper par la diplomatie moscovite.

Sébastieni estimait que la Sublime-Porte ne devait consentir à un armistice que sur ces deux bases: évacuation de la Valachie par les troupes russes et neutralité de cette province, dont l'administration serait confiée au divan de Bucarest. Les discussions se poursuivirent avec des fluctuations diverses, pendant de longs jours. Tandis que les diplomates s'agitaient dans le vide à Constantinople, en Russie Napoléon travaillait plus efficacement avec Alexandre I^{er}; depuis longtemps déjà, les exhortations de l'empereur au sultan s'étaient espacées, pour cesser bientôt tout à fait. La raison de ce silence subit, c'est que Napoléon s'était arrêté dans sa marche en avant et qu'il était à la veil-

1. Lettre du 3 avril 1807. Napoléon à Sélim.

le de signer avec le tzar une paix qu'il avait prévue, désirée et dont il avait pesé toutes les conséquences.

Cette paix prévue et désirée, c'est le traité de Tilsitt du 8 juillet 1807, qui eut pour conséquences la ruine des espérances du parti national roumain et l'abandon par la France des Principautés aux convoitises de la Russie.

En signant ce traité qui livrait la Moldavie et la Valachie aux armées du tzar Alexandre, Napoléon opérait une brusque volte-face : il semblait renoncer à sa ligne de conduite pssée ; cependant, dans la réalité des choses, l'Empereur ne se donnait aucun démenti. Il avait toujours eu dans l'idée l'abandon des Principautés danubiennes à l'une des puissances européennes ; ce qu'il avait toujours voulu, en effet, c'était dissoudre les coalitions formées contre la France et s'assurer le concours d'un État contre l'Angleterre. Avec Talleyrand, il avait vu qu'il n'arriverait au résultat désiré qu'en livrant la Turquie, et voilà pourquoi après s'être adressé vainement à l'Autriche, c'est au profit des Russes qu'il abandonne l'Orient à Tilsitt. D'ailleurs la guerre d'Espagne sollicitait l'attention de l'empereur vers l'ouest de l'Europe ; il avait hâte d'avoir les mains libres du côté de la Russie pour aller surveiller cette conquête nouvelle entreprise au delà des Pyrénées. Tout compte fait, Napoléon estima que la paix avec le tzar, dans ces circonstances, et son concours contre la Grande-Bretagne valaient bien l'abandon des Principautés. Cet abandon de la Moldo-Valachie par la France ne fut du reste pas mentionné dans la lettre même du traité de Tilsitt ; Napoléon se contenta d'exciter les convoitises de son nouvel allié par des promesses générales, et de lui montrer la voie ouverte devant lui, sans rien préciser relativement aux Principautés. Pour les yeux du

monde, l'empereur des Français continue à prodiguer aux Turcs les marques de sa bienveillance. Le meurtre du sultan Sélim par ses janissaires, et le refus de Mustapha Bayractor d'unir ses troupes à celles de Marmont, venant de Dalmatie, servirent de prétexte à Napoléon pour justifier à Constantinople son entente avec la Russie. Après s'être donné le beau rôle, il cherche à régler l'armistice qui doit faire cesser les hostilités entre la Russie et la Porte. La convention de suspension d'armes, qui fut signée le 24 août à Slobozia par les belligérants, fut l'œuvre de la France. Le colonel Guillemillot avait été envoyé spécialement à Bucarest pour se mettre en relations avec les généraux russes et turcs et leur communiquer les articles XXI, XXII, XVIII et XXIV du traité de Tilsitt. La convention de Slobozia, sur ses avis, porta que, dans le cas où la paix ne pourrait se conclure, l'armistice durerait au moins jusqu'au 21 mars 1808 (art. II), que les Turcs et les Russes évacueraient les principautés dans le délai de trente-cinq jours et se retireraient : les Turcs sur la rive droite du Danube et les Russes sur leur territoire (art. III) (Armand Lefèvre, *Histoire des cabinets de l'Europe*, 3^e vol. ch. XXV, p. 167). Le congrès de Slobozia ne fut pas long ; aux côtés de Guillemillot se distingua à cette occasion Ledoux, le consul de France à Bucarest, qui s'était retiré à Roustchouk lors de la déclaration de guerre. C'est grâce à ses efforts que les négociateurs Russes, Meyendorff et Laschkarew, signèrent cet armistice si favorable aux Turcs. Aussi Langeron, Français au service de la Russie, trace-t-il dans son journal de la guerre un portrait peu flatteur de ce Ledoux : « ... On laissa se glisser à Slobozia un petit monsieur Ledoux... intrigant astucieux, peu délicat sur les moyens de réussir dans ses projets, enné-

mi acharné des Russes, quoiqu'il eût été élevé à Moscou, où son père était confiseur. Il savait parfaitement le russe, et Meyendorff et Laschkarew, qui ne lui connaissaient pas ce talent, se parlaient dans leur langue pendant leurs négociations lorsqu'ils voulaient que les drogmans turcs ne comprissent pas ce qu'ils disaient. Ledoux n'en perdait pas un mot et en prévenait amicalement les Turcs (1). »

En dehors de Slobozia, du reste, plusieurs officiers français parcouraient, durant les pourparlers, la Moldavie et la Valachie, chargés de diverses missions politiques auprès des Russes et des Turcs ; le général Paulin, capitaine du génie à cette époque, nous a laissé dans des mémoires fort curieux (*Souvenirs du général Paulin*, Plon, 1895) une description de ses visites aux camps de Pehlivan-Pacha à Ismaïl et du grand vizir à Silistrie, d'où il repartit comblé de cadeaux et d'honneurs et traînant après lui à travers les Principautés et jusqu'à Paris de jeunes Turcs fort peu au courant, semble-t-il, des plus élémentaires notions de propreté et de bonne tenue (2).

Les négociations de Slobozia aboutirent le 24 août, ainsi que nous l'avons vu. La Porte, qui avait appris avec stupeur le traité de Tilsitt, reçut avec la plus vive satisfaction la nouvelle de la conclusion du traité de Slobozia ; elle voulut y voir la marque de la sollicitude constante de Napoléon à son égard, et, se contentant des explications de l'empereur, elle se hâta de ratifier l'armistice de Slobozia, et d'adhérer au blocus continental (3).

1. *Journal de Langeron, Hurmuz*, vol. III, suppl. 1^{er}, L.

2. *Op. cit.*, ch. XI et XII.

3. Lefèvre, *Histoire des cabinets de l'Europe*, 3^e vol., chap. XXV, p. 167.

Dans les Principautés, la suspension des hostilités fut bien accueillie. Tout le monde voyait avec joie la fin d'une guerre dont le pays avait beaucoup souffert. Les boyards du parti national, désormais conduits par le ban Constantin Philippesco, successeur du vieux ban Ghika, saluèrent l'armistice qui les sortait d'une situation pénible ; car, au lendemain de Tilsitt, les armées turques, comme frappées de stupeur, s'étaient immobilisées sur le Danube, laissant les Russes se refaire et reprendre, avec l'assurance d'un succès prochain, des allures menaçantes à l'égard de ceux qui avaient combattu leur politique d'envahissement dans les Principautés. A la suite de pourparlers entre les boyards réfugiés à Roustchouk ou à Cronstadt (en Transylvanie), une alliance s'était faite entre les amis de la France et les partisans de la Russie, qui avaient décidé d'agir en commun dorénavant pour le pays ; l'état de choses du moment semblait particulièrement favorable : par stipulations de l'armistice, les Principautés allaient se trouver débarrassées des troupes russes et turques, et rendues à elles-mêmes. D'un autre côté, la présence de Napoléon sur les frontières, après une glorieuse campagne, et les bruits de résurrection d'une Pologne nouvelle donnaient de l'espoir à ceux qui se flattaient — bien en vain — de voir les Principautés libres de toute domination étrangère. Quoi qu'il en soit de ce sentiment national timide, l'appui de la France allait faire cruellement défaut.

La Porte avait montré une parfaite intelligence des véritables intérêts dans la crise qui avait suivi la conclusion du traité de Tilsitt ; elle avait exécuté avec la probité la plus scrupuleuse les obligations que lui imposait la convention de Slobozia ; dans le délai prescrit par ce traité, elle avait évacué les territoires de la

Moldavie et de la Valachie et repleyó ses troupes sur la rive droite du Danube. La Russie avait tenu une conduite bien différente, sous prétexte que sa dignité ne lui permettait de consentir ni à l'article II de la convention qui reculait jusqu'au 21 mars 1808 le terme de l'armistice, ni à l'article IV, qui l'obligeait à restituer les navires de guerre et les prisonniers dont elle s'était emparée ; elle avait désavoué le général Meyendorff, refusé de ratifier la convention et ordonné à ses troupes, qui déjà avaient commencé le mouvement d'évacuation, de reprendre toutes les positions qu'elles occupaient sur la rive gauche du Danube (1).

Ceux qui s'en rapportaient à la politique de la veille s'attendaient à une énergique intervention de la France auprès du tzar : parmi ceux-là se trouvait Sébastiani, l'infatigable travailleur pour le relèvement de l'empire turc, et ses notes à son gouvernement prouvent qu'il espérait une protestation de la France auprès de la cour de Saint-Pétersbourg.

Mais aujourd'hui la contradiction entre l'agent et les chefs est complète. De son côté, en effet, Napoléon ne s'est pas montré plus scrupuleux que l'empereur Alexandre ; lui aussi s'est volontairement soustrait aux obligations contractées à Tilsitt ; il avait violé, non peut-être dans la lettre, mais certainement dans l'esprit, une des dispositions fondamentales du traité du 8 juillet ; il continuait à occuper la Silésie et le royaume de Prusse, qu'il aurait dû évacuer ; aussi, bien loin de s'irriter de l'infraction commise par la Russie, il en conçut une secrète joie. Les torts de son allié justifiaient les siens : le séjour prolongé des Russes en Moldavie et en Va-

1. Armand Lefèvre, 3^e vol. Ch. XXIX, p. 351.

l'achielui donnait le droit de prolonger à son tour l'occupation des provinces prussiennes (1).

C'est, du reste, avec ces vues secrètes sur la Silésie et la Prusse que Napoléon, envoyant Guillemint conclure l'armistice et exigeant qu'on spécifiât dans le traité patent la retraite des Russes, laissait déjà entendre à Alexandre qu'il n'attachait pas un grand prix à son exécution et qu'il n'insisterait pas avec force sur le retrait des troupes (cette sorte d'engagement verbal est rappelée dans les instructions d'Alexandre I^{er}, à son ambassadeur Tolstoï, Archives de Saint-Pétersbourg (2).

En laissant la Moldavie et la Valachie à la merci des Russes, Napoléon conservait l'espoir que les Turcs mettraient en jeu tout ce qui leur restait de force pour défendre ces possessions : l'occupation définitive des Principautés par la Russie lui supprimait un moyen de diversion et de division entre les puissances dont il avait éprouvé l'utilité et dont il regrettait la perte. Ses regrets se traduisirent par des hésitations : dans un entretien, à Varsovie, il trahissait sa perplexité : « Cette affaire est bien intéressante pour moi ; c'est une chose qui demande bien des combinaisons, sur laquelle il faut marcher bien doucement (3). » Par ses hésitations, dont la cour de Saint-Pétersbourg était informée, Napoléon, faisant du cadeau des Principautés un véritable sacrifice pour lui, se donnait ainsi le droit d'exiger d'amples dédommagements ; puisque l'abandon des deux provinces était une éven-

1. A. Lefèvre, *Hist. des cabinets de l'Europe*, 3^e vol., chap. XXIV, p. 351-353.

2. *Napoléon et Alexandre*, 1^{er} vol., p. 101.

3. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, 1^{er} vol., p. 173.

qualité fâcheuse, mais inévitable, il s'occupait d'en faire l'un des éléments d'une seconde combinaison, d'un arrangement acceptable pour les deux empires (1).

La Russie convoitait la Moldavie et la Valachie, soit; Napoléon lui ferait le sacrifice des intérêts turcs; mais Alexandre, à son tour, lui sacrifierait les intérêts prussiens : la portion de territoire que Napoléon brûlait d'enlever à la Prusse était la Silésie. Cette province, il se proposait de la donner à la Saxe. M. de Champagny écrivit le 12 novembre à Caulaincourt : « Tout porte à penser que la Russie a des vues sur la Moldavie et la Valachie; l'empereur Napoléon n'y est pas absolument opposé; sous quelques rapports, elles peuvent servir ses intérêts en le mettant à même de demander, à titre de compensation, l'abandon d'une partie des provinces prussiennes, ce qui, en affaiblissant encore cette monarchie, consoliderait le système fédératif de la France (2). »

Telles furent les phases « psychologiques » qui, à Tilsitt, et au lendemain de l'armistice de Slobozia, si complètement violé par les Russes, amenèrent Napoléon à supporter cette violation et à leur laisser les Principautés. Après avoir rappelé à Sébastiani, dont le zèle pour la Turquie devient gênant, qu'il doit n'être plus qu'un conciliateur et non plus un adversaire de la Russie (note du 22 janv. 1808), le gouvernement français pose la question et le charge de sonder les esprits à Constantinople pour savoir quelle sera l'attitude de la Porte, au cas où le tzar voudrait garder

1. Vandal, *id.*, *ibid.*, p. 174.

2. Lefèvre, 3^e vol., ch. XXIX, p. 357.

la Moldo-Valachie (1). Une autre note adressée au chargé d'affaires La Tour-Maubourg fait ressortir les déboires que la possession des principautés a coûtés à la Turquie et les avantages qu'il y aurait « à pratiquer l'amputation de ce membre déjà malade ».

A Constantinople on fut consterné de pareils conseils et l'on croit sans peine Sébastiani lorsqu'il écrit à Paris : « J'ai éprouvé dans cette circonstance tout ce que les fonctions d'homme public ont de pénible (2). »

Dans les Principautés, une grande agitation s'en suivit, provoquée par les boyards du parti qui s'intitulait jadis parti français et qui se tourna vers la Turquie, puisque la France se retirait devant les Russes ; une nouvelle scission se produisit, tandis que les partisans de la Russie, dirigés par le boyard Varlam, recommençaient leur campagne en faveur de la politique moscovite ; les autres nobles se groupèrent autour du prince Soutzo, l'ancien protégé de la France. Philippesco élabora une adresse de protestation contre l'occupation russe et de dévouement à la Porte ; des subsides étaient réunis pour permettre aux princes de continuer la résistance. En outre, le prince Jean Ghika reçut la mission de faire une dernière tentative auprès de Napoléon ; il devait exprimer à l'empereur le découragement des boyards romains devant la nouvelle politique adoptée par la France et leur ferme décision de lutter contre l'occupation des Russes. Le prince Ghika était porteur d'une lettre adressée par l'hospodar Soutzo et sollicitant la protection de Napoléon comme prince reconnu de la France et comme

1. *Hurmuzaki*, vol. II, suppl. 1^e, p. 493, DCXLVI.

2. Vandal, *Napoléon et Alexandre I^{er}*, 1^{er} vol., p. 314.

serviteur de la première heure de la cause française.

Cette protestation et cette demande ne pouvaient être que platoniques ; mais elles eurent un résultat plutôt violent qui prouva jusqu'à l'évidence l'intention du gouvernement français de ne plus agir dans les principautés que pour faciliter la tâche de la Russie ; le prince Ghika, au lieu d'être reçu avec la bienveillance et les égards dus à son rang, fut arrêté par la gendarmerie dans la ville de Gap, tandis qu'il se dirigeait vers le quartier général de Napoléon en Espagne ; incarcéré comme suspect, il fut traité en criminel dangereux ; sa connaissance parfaite de la langue française et des principaux idiomes étrangers le firent considérer comme un espion : c'est sous inculpation d'espionnage pour le compte de l'hospodar détrôné Mourouzi qu'il eut à subir trois mois de prison ; après quoi, et sur avis conforme du ministre des affaires étrangères, la police l'expulsa du territoire français. Cette fin malheureuse d'une mission sur laquelle les boyards comptaient peu acheva de leur ôter tout espoir en la France, et, tandis que Napoléon les repoussait, les Russes ne se montraient guère reconnaissants envers la France, si l'on en juge par ce passage du journal du général Laugeron : « Napoléon n'avait pas été content du résultat de la guerre qu'il venait de terminer contre les Russes. Ils lui avaient opposé une résistance à laquelle il ne s'attendait pas, et il forma le projet perfide, qu'il n'exécuta que trop bien, de nous entraîner dans une guerre dispendieuse et sanglante avec le double projet de diminuer nos forces et de pouvoir suivre ses visées sur l'Espagne, sans avoir rien à craindre de nous... Il fit envisager au ministère russe, comme une grande preuve d'amitié et de générosité, la permission d'ajouter au territoire de l'empire

trois grandes provinces... Ses calculs, plus que machiavéliques, étaient aussi perfides que le succès en était certain (1)... »

Si les Russes montrèrent, au moment des complaisances de Napoléon, si peu de reconnaissance, Napoléon, de son côté, ne devait pas tarder à s'apercevoir qu'en se servant des Principautés comme d'un appât pour la Russie, il ne faisait pas la balance égale, à son détriment. Les discussions avec le tzar Alexandre — qui ne voulait pas admettre d'analogie entre l'occupation des Principautés par ses troupes et celle de la Prusse par la France — avaient amené des récriminations, puis des réflexions : Napoléon se dit que la Russie aurait son lot en prenant la Moldo-Valachie, tandis que la France aurait encore à conquérir le sien, qui ne consisterait jamais qu'en colonies éloignées et difficiles à défendre comme à garder (provinces de l'Adriatique). A ses yeux, le sacrifice des Principautés compensé par « l'attribution des provinces occidentales à la France n'offrait point par lui-même une solution : il préjugait et entraînait le partage total de la Turquie (2). » Ces réflexions déjà désenchantées de l'empereur trouvaient confirmation dans la hâte avec laquelle les Russes cherchaient à organiser l'administration des Principautés, comme pour toucher plus vite au cœur de l'empire ottoman.

Mais les Russes se trouvèrent, dans cette tâche, aux prises avec les plus sérieuses difficultés. Leurs débuts — en Moldavie surtout, province plus éloignée du théâtre des hostilités — avaient été assez heureux : la Moldavie avait toujours eu dans le passé des sym-

1. Langeron, journal, *Hurmurz.*, vol. III, suppl. 1^{er}.

2. Vandal, *Napoléon et Alexandre I^{er}*, 1^{er} vol., p. 176-177.

serviteur de la première heure de la cause française.

Cette protestation et cette demande ne pouvaient être que platoniques ; mais elles eurent un résultat plutôt violent qui prouva jusqu'à l'évidence l'intention du gouvernement français de ne plus agir dans les principautés que pour faciliter la tâche de la Russie ; le prince Ghika, au lieu d'être reçu avec la bienveillance et les égards dus à son rang, fut arrêté par la gendarmerie dans la ville de Gap, tandis qu'il se dirigeait vers le quartier général de Napoléon en Espagne ; incarcéré comme suspect, il fut traité en criminel dangereux ; sa connaissance parfaite de la langue française et des principaux idiomes étrangers le firent considérer comme un espion : c'est sous inculpation d'espionnage pour le compte de l'hospodar détrôné Mourouzi qu'il eut à subir trois mois de prison ; après quoi, et sur avis conforme du ministre des affaires étrangères, la police l'expulsa du territoire français. Cette fin malheureuse d'une mission sur laquelle les boyards comptaient peu acheva de leur ôter tout espoir en la France, et, tandis que Napoléon les repoussait, les Russes ne se montraient guère reconnaissants envers la France, si l'on en juge par ce passage du journal du général Laugeron : « Napoléon n'avait pas été content du résultat de la guerre qu'il venait de terminer contre les Russes. Ils lui avaient opposé une résistance à laquelle il ne s'attendait pas, et il forma le projet perfide, qu'il n'exécuta que trop bien, de nous entraîner dans une guerre dispendieuse et sanglante avec le double projet de diminuer nos forces et de pouvoir suivre ses visées sur l'Espagne, sans avoir rien à craindre de nous... Il fit envisager au ministère russe, comme une grande preuve d'amitié et de générosité, la permission d'ajouter au territoire de l'empire

trois grandes provinces... Ses calculs, plus que machiavéliques, étaient aussi perfides que le succès en était certain (1)... »

Si les Russes montrèrent, au moment des complaisances de Napoléon, si peu de reconnaissance, Napoléon, de son côté, ne devait pas tarder à s'apercevoir qu'en se servant des Principautés comme d'un appât pour la Russie, il ne faisait pas la balance égale, à son détriment. Les discussions avec le tzar Alexandre — qui ne voulait pas admettre d'analogie entre l'occupation des Principautés par ses troupes et celle de la Prusse par la France — avaient amené des récriminations, puis des réflexions : Napoléon se dit que la Russie aurait son lot en prenant la Moldo-Valachie, tandis que la France aurait encore à conquérir le sien, qui ne consisterait jamais qu'en colonies éloignées et difficiles à défendre comme à garder (provinces de l'Adriatique). A ses yeux, le sacrifice des Principautés compensé par « l'attribution des provinces occidentales à la France n'offrait point par lui-même une solution : il préjugait et entraînait le partage total de la Turquie (2). » Ces réflexions déjà désenchantées de l'empereur trouvaient confirmation dans la hâte avec laquelle les Russes cherchaient à organiser l'administration des Principautés, comme pour toucher plus vite au cœur de l'empire ottoman.

Mais les Russes se trouvèrent, dans cette tâche, aux prises avec les plus sérieuses difficultés. Leurs débuts — en Moldavie surtout, province plus éloignée du théâtre des hostilités — avaient été assez heureux : la Moldavie avait toujours eu dans le passé des sym-

1. Langeron, journal, *Hurmurz.*, vol. III, suppl. 1^{er}.

2. Vandal, *Napoléon et Alexandre I^{er}*, 1^{er} vol., p. 176-177.

pathies pour la Russie; et à Saint-Pétersbourg on se souvenait des pèlerinages qu'avaient coutume d'y faire les jeunes boyards moldaves, sous le règne de la grande Catherine, pour déposer aux pieds de l'impératrice leurs hommages et leurs doléances contre l'administration des Turcs. Les troupes russes cantonnées à Iassy surent agir avec certains ménagements, au début, envers une population bien disposée à leur égard. Les officiers commencèrent la conquête en organisant des fêtes brillantes qui ne pouvaient que flatter les goûts fastueux des boyards de la société moldave. Les premiers temps, il y eut un véritable engouement pour les Russes et une révolution dans les mœurs et les usages du pays. Toutes les dames moldaves adoptèrent le costume européen et celles de Bucarest suivirent le même exemple : il arriva bientôt dans les deux capitales des marchands de modes, des boutiquiers (de Paris principalement); les voitures de forme antique furent remplacées par des calèches élégantes; les maisons se peuplèrent de domestiques étrangers et l'on ne parla plus que français dans les salons et les boudoirs. Il n'est pas jusqu'à la danse qui n'éprouvât une révolution; les danses nationales furent proscrites ou méprisées : on apprit les polonaises, les polkas, les françaises; même si l'on en croit Laugeron et les notes malveillantes qu'il a laissées en marge d'une lettre du prince de Ligne à Ségur, les dames, ayant su que dans les pays civilisés une femme de bon ton devait avoir un amant, en prirent deux pour être plus à la mode.

Cette transformation de mœurs, dont les Russes avaient été les promoteurs, eut bientôt un fâcheux résultat; les nouveaux venus, trompés sur la nature de l'engouement général, traitèrent avec trop de sang-froid les Moldaves et Valaques, qu'ils auraient dû gagner

à leur cause : le général Miloradowitch, qui ne devait pas tarder à quitter les Principautés, donna l'exemple à son armée : plusieurs maris de la haute société, qui se montraient assez arriérés pour être jaloux, furent maltraités dans leur honneur et dans leur personne ; il y eut des violences commises entre officiers russes et boyards ; dans les campagnes comme dans les salons, les nouveaux maîtres se rendirent bientôt odieux par leurs excès : Langeron lui-même est obligé de constater « que les paysans sont saisis de terreur lorsqu'ils aperçoivent dans leur maison un uniforme russe ; ils restent stupéfaits et on ne peut plus tirer d'eux ni paroles, ni action ; on a beau demander, prier, offrir de l'argent pour quelque service, le Moldave ne se prête à rien et reste comme un terme collé à son poêle ; il n'y a alors rien autre chose à faire que de prendre ce dont on a besoin — ce que l'on fait ordinairement, — et ensuite de laisser de l'argent — ce que l'on ne fait pas toujours (1). »

Bref, en quelques mois, les Russes devinrent odieux ; leurs exactions, les contributions écrasantes qu'ils levaient, excitèrent l'opinion et un gros noyau d'opposition à la Russie se forma au grand jour ; le vîstier Philippesco, qui avait dirigé le parti national, se retrouvait à la tête des mécontents, d'autant plus zélé à reprendre la lutte que Miloradowitch, commandant l'armée russe, avait porté le déshonneur jusque dans sa propre maison en séduisant sa fille. Les salons de Iassy se transformèrent en clubs où les boyards réunissaient leurs ressentiments et faisaient des plans politiques. Il se produisit, au cours de cette agitation, un phénomène curieux : cherchant à résister à l'em-

1. Langeron, *Hurmuz.*, vol. III, suppl. 1^{er}, XLIX p. 86.

pire russe et à l'assimilation, les boyards ne trouvèrent qu'une arme : se montrer républicains, frondeurs, jacobins même, et faire parade de sentiments qui vissent à l'encontre de tous ces sentiments de monarchie absolue, d'ordre et de superstition religieuse dont les Russes étaient pénétrés. Comme il fallait donner un nom à ce nouvel esprit des salons, les Roumains l'appelèrent « l'esprit français ». Pour pouvoir faire de l'opposition au nouveau régime avec impunité et sans craindre les rigueurs du feld-maréchal Prozorowski, on se déclara partisans de la France, de l'immortelle Révolution et du grand Napoléon à un moment où ce grand Napoléon lassait Alexandre I^{er} par ses hésitations et les exigences de son amitié. Les boyards exhumèrent à nouveau les chansons jacobines qu'Hortolan, en 1793, avait introduites et traduites en Valachie ; et, dans les soirées de Iassy, au milieu d'un auditoire où les Russes faisaient une mine singulière, les salons retentirent des accents de la *Marseillaise*, de la *Carmagnole*, et autres refrains de la Terreur. Enfin, de tous les consuls étrangers, ce ne fut pas M. Kirico, l'agent russe, qui se trouva avoir la situation prépondérante, mais Lamarre, à ce moment en résidence à Iassy, comme consul de France pour les deux Principautés, pendant l'absence de Ledoux, parti pour Paris.

Avant de s'occuper de l'état des esprits en Moldo-Valachie, les Russes se décidèrent à aller au plus pressé et à en finir avec les Turcs, sans nouvelles luttes ; des plénipotentiaires de la Porte, après entente préalable, se dirigèrent vers les principautés avec mission de traiter de la paix. Ces préliminaires firent renaître les espérances des divers Phanariotes candidats au trône ; les Mourouzi, notamment, que leurs

intrigues passées en faveur de la Russie mettaient au premier rang, cherchèrent à ramener vers eux la bienveillance de la France qu'ils ont jadis si bien combattue; tandis qu'à Constantinople ils assiègent La Tour-Maubourg, ils chargent Mériage de faire parvenir à Napoléon leurs protestations collectives de dévouement; à les entendre, c'est Sébastiani qui, par faux rapports, a amené les malentendus existant entre leur famille et le gouvernement de la France. Alexandre Soutzo, de son côté, resté hospodar titulaire de Valachie, ne veut pas se laisser distancer par des rivaux de mauvaise foi; de sa retraite de Roustchouk, il envoie des lettres à Napoléon pour le prier de l'appuyer auprès de la Sublime-Porte. La Tour-Maubourg le soutient de son mieux à Constantinople : seul, en effet, Soutzo s'était montré invariablement fidèle à la France et avait rendu à l'influence française des services sincères (1). Malheureusement pour ce prince, si les Mourouzi avaient peu de chances de trouver à Paris un accueil favorable, ils surent exploiter contre leur rival la mauvaise humeur du sultan et des dignitaires de la Porte que l'attitude de la France inquiétait de plus en plus.

Depuis la paix de Tilsitt où Napoléon avait montré à Alexandre I^{er} les Principautés comme un beau morceau à prendre, l'un et l'autre des deux souverains avaient fait bien du chemin. En 1807, Napoléon admettait trois modes de solution pour le litige oriental : en premier lieu, une paix assurant à la Turquie la remise de toutes ses provinces moyennant des compensations pour la Russie vers la Suède; en second lieu, abandon à la Russie des Principautés moyennant

1. *Hurmuz.*, vol. II, suppl. 1^{re}, DCCXIX, p. 551.

la mise à la disposition de la France de la Silésie ; enfin, le partage de l'empire ottoman, sous la condition que les deux empereurs se concerteraient sur les moyens de le faire tourner au profit commun de leurs États. De ces trois solutions, le tzar avait rejeté *a priori* et avec vivacité la seconde, relative à la Silésie, ainsi que nous l'avons vu au cours de cette étude ; la première ne satisfaisait pas les ambitions russes ; la troisième, celle du partage de l'empire turc, répugnait à Napoléon. Dans de pareilles conditions, il devenait fort difficile de s'entendre, et les chancelleries de Paris et de Saint-Petersbourg échangeaient des milliers de notes sans faire avancer les choses ; à mesure que Napoléon voyait des difficultés naître entre son allié de Tilsitt et lui, il se sentait attiré vers la politique essayée naguère et préconisée toujours par Talleyrand, et dont Tilsitt avait paru la négation même : il se tourna vers l'Autriche et tenta de s'entendre avec elle sur cet Orient, cause de discordes.

Aussi le voit-on, le 22 juillet 1808, entrer en conversation avec Metternich et approuver les prétentions de l'Autriche sur la vallée du Danube, prétentions tout à fait justes, suivant lui, parce qu'elles étaient fondées sur la géographie (1). Au fond, ce que voulait Napoléon, c'était amuser et distraire l'Autriche et la Russie, pendant qu'il agissait en Espagne et en Portugal ; il faisait miroiter devant les yeux des deux autres empereurs l'idée d'un partage complet de l'empire ottoman ; il faisait même élaborer, dans les bureaux du ministère des affaires étrangères et sous la direction d'Hauterive (sous-ordre de Talleyrand), un mé-

1. Metternich, *Mémoires*, II, 151-154, 156-159.

moire sur ce partage de la Turquie ; dans ce mémoire, la péninsule des Balkans était coupée en deux, d'après une ligne tracée du nord au sud en suivant un degré de longitude depuis Nicopolis sur le Danube, jusqu'au point correspondant sur la mer Egée ; tout l'est, avec Constantinople et les Dardanelles, allait à la Russie ; l'ouest, à la France et à l'Autriche.

Toutes ces combinaisons de Napoléon ne répondaient en réalité nullement à ses idées intimes et étaient seulement destinées à tenir en haleine Alexandre I^{er} et François d'Autriche, tout en lui permettant de frapper un coup décisif au-delà des Pyrénées. Si l'on en croit Ségur (1), Napoléon avait complètement renoncé au principe du partage de la Turquie, à la suite de ses entretiens avec Sébastiani, dans des conférences qui se répétèrent trois jours de suite ; Sébastiani lui aurait montré les impossibilités militaires et techniques pour la France de prendre quelque chose dans ce partage et de le garder ensuite. Quoi qu'il en soit de ces conversations avec l'ancien ambassadeur près la Sublime-Porte, il est constant que Napoléon, à la fin de l'année 1808 et au commencement de l'année suivante, n'eut plus à renouveler des propositions de partage de la Turquie. L'Autriche, passant par toutes les phases d'hostilités, en était arrivée à une déclaration de guerre formelle, que la désastreuse capitulation de Baylen, en Espagne, avait précipitée. Pris au dépourvu, Napoléon dut, pour s'assurer de la part de la Russie un concours actif ou une neutralité bienveillante, lui laisser toute liberté du côté de la Turquie ; c'est dans ces dispositions que les deux souverains se rencontrèrent à Erfurth.

1. *Histoire de Napoléon pendant la campagne de 1812*, I, 35.

Or, tandis qu'à Constantinople on s'attendait à voir le tzar demander, pour prix de son alliance contre l'Autriche, la ruine de l'empire ottoman, et Napoléon y consentir, à Erfurth, les deux empereurs se trouvèrent de suite d'accord sur la base des négociations. Napoléon offrit à Alexandre la cession des Principautés et le tzar consentit vite à une entente sur cette cession.

Dans les pourparlers qui s'engagèrent, Napoléon comptait refaire Tilsitt à Erfurth, en accentuant un peu plus les avantages reconnus à la Russie sans leur donner encore une absolue certitude. C'est pourquoi, bien qu'il sentit que l'attitude de l'Autriche, en rendant indispensable l'accord avec la Russie, l'obligeait à plus de condescendance, il formulait encore quelques réserves sur la cession de la Moldavie et de la Valachie. Il offrait sa parole de ne point mettre obstacle à l'annexion des Principautés par la Russie, mais il priait son allié de ne point user sur le champ de cette latitude et de garder le secret quelques mois ; il désirait que la Russie attendit, avant de signifier aux Turcs sa volonté de garder les deux provinces, et de leur offrir la paix à ce prix, l'issue des négociations entamées par la Porte avec le cabinet de Londres (1). Le Sultan, en effet, sollicité par l'Angleterre de contracter avec elle une alliance, et hésitant encore par un reste d'égards et de crainte pour la France, ne manquerait pas, au reçu de l'ultimatum russe, de se croire abandonné de la France et se jetterait dans les bras de l'Angleterre. Alexandre jura qu'il ne mettrait pas les Turcs en demeure d'évacuer les Principautés avant le 1^{er} janvier 1809.

1. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, 1^{er} vol., p. 475

Et, sur ces bases, la convention d'Erfuth fut signée, consacrant l'abandon des Principautés par la France à la Russie, et faisant aboutir les principes théoriques vaguement énoncés à Tilsitt. Les pays roumains étaient livrés à la Russie, laissée désor mais maîtresse de dépouiller à son aise le sultan de ses dernières possessions européennes.

Aussitôt après cette entrevue, Napoléon, prêt à partir pour l'Espagne, avait prononcé, à son passage par Paris et devant les membres du Corps législatif, un discours extrêmement sévère pour les Turcs, déclarant que devant leur faiblesse et la manière — offensante pour la France — dont ils cherchaient à traiter séparément avec les Russes sans s'adresser à la France, il retirait d'eux la main et les laissait s'arranger avec le gouvernement du tzar à leurs risques et périls. Les Turcs, furent écrasés par cette sortie, les Mourouzi recommencèrent aussitôt leurs intrigues contre la France, cherchant à obtenir du Sultan la mort ou tout au moins l'exil de l'hospodar Soutzo ; leur audace monta à un tel degré que Champagny dut menacer à son tour et réclama, dans une lettre à l'ambassadeur de la Sublime-Porte à Paris, des peines sévères et des destitutions contre les Mourouzi.

Les Russes, ayant obtenu de Napoléon l'abandon des Principautés, s'efforcèrent de mettre à profit sa complaisance : sous divers prétextes, les plénipotentiaires turcs venus à Bucarest pour traiter de la paix furent renvoyés à Constantinople, et la guerre recommença avec vigueur. Dans l'intérieur des Principautés, les Russes se flattaient d'avoir cause gagnée et Prozorowski, feld-maréchal commandant l'armée d'occupation, se félicitait d'avoir su organiser habilement la conquête : sentant, en effet, que les boyards du parti national et

français ne pouvaient être réduits au silence qu'au prix de grandes rigueurs, et que, se couvrant de la France, ils étaient difficiles à atteindre, puisque la France était à cette heure l'alliée de cœur de la Russie, les Russes avaient entrepris de diviser les chefs de ce parti en leur donnant de hautes fonctions administratives ou des distinctions honorifiques. Le vistier Philippesco, qui dirigeait l'opposition, fut chargé de la direction des affaires intérieures en Valachie : ses lieutenants reçurent, avec des titres russes, des postes importants ; bref, les Russes avaient porté au pouvoir leurs adversaires avoués, et cette politique semblait leur devoir être profitable, car Philippesco et les autres boyards s'étaient empressés d'envoyer des adresses de fidélité au tzar et d'administrer le pays suivant les ordres du gouvernement russe.

En réalité, cette fidélité n'était que de surface ; les boyards s'en servait pour réaliser ce but, devenu dès lors très précis parmi eux, d'avoir le pays à eux et de l'affranchir surtout des Grecs Phanariotes et de leurs pratiques politiques. Pour s'affranchir ensuite des Russes, ils comptaient sur des événements qui ne manqueraient pas de se produire en Europe ; même pour un observateur qui n'aurait pas possédé les secrets des chancelleries, il était aisé de pressentir que la France ne tarderait pas à réveiller des incidents du côté de l'Orient.

Le ton des notes diplomatiques, au cours de l'année 1810, entre le gouvernement français et ses agents en Orient, avait subi un changement complet. Champagny parle de nouveau le langage que tenait Talleyrand à Sébastiani quatre ans auparavant. Il s'agit de dissiper les méfiances de la Porte et de justifier la politique de Napoléon pendant les derniers mois ; auprès du sultan,

ce ne sont que protestations de bienveillante amitié. « Après avoir, à Tilsitt, stipulé la rétrocession de la Moldo-Valachie à la Turquie et favorisé un armistice avec la Russie, Sa Majesté Napoléon I^{er} a toujours cherché à être médiateur entre les deux empires malgré les révolutions intérieures de Constantinople et les efforts de la Porte de s'arranger seule avec la Russie, d'abord, et avec l'Angleterre ensuite, quatre mois après Erfurth; aujourd'hui encore, il est animé toujours de bienveillance pour les Turcs et s'efforcera, si la Moldo-Valachie doit rester aux Russes, d'empêcher qu'ils n'aillent au-delà du Danube (1). » Par ces assurances réitérées à plusieurs reprises (2), il était évident que Napoléon revenait sur ses pas et, pour reprendre la confiance de la Turquie, se montrait moins complaisant en paroles à l'égard de la Russie.

Cette année 1810, en effet, marquait le déclin de l'alliance entre les deux empereurs. A Erfurth déjà les hésitations et les réticences de Napoléon avaient donné matière à de fâcheuses réflexions à Saint-Pétersbourg. Les relations entre les cours devenaient tendues et les Principautés servaient de prétexte à un échange de récriminations : au mois de janvier, Alexandre se plaignit de ce que le consul de France à Bucarest, Ledoux, rentré de Paris, ne se montrait pas assez russe et méconnaissait le fait accompli de l'annexion. Il s'agissait d'un conflit qui s'était élevé entre le consul et les autorités russes au sujet de certains Français que ces derniers avaient frappés de contributions indues, tout comme de simples paysans et commerçants

1. Champagny à la Tour Maubourg. *Hurmuz*, vol. III, suppl. 1^{er}, DCCL.

2. *Idem*, DCCLIV.

roumains. Napoléon répondit que le consul serait mandé à Paris et admonesté, et que si la Russie insistait, son poste serait supprimé; mais ces concessions de détail n'apaisaient pas le tzar. Le mariage de Napoléon avec l'archiduchesse Marie-Louise fut le signal d'une reprise des hostilités dans les Principautés; les Russes attaquèrent les Turcs et les défirent sur plusieurs points. A Vienne, où l'on était navré des progrès des Russes vers le Danube, on profitait des bons rapports nouveaux avec la France pour demander à Napoléon d'intervenir et de révoquer les concessions faites à Alexandre I^{er}. Napoléon répondit à Metternich que la situation dont se plaignait l'Autriche était l'œuvre même de cette puissance; l'attitude de l'empereur François, qui avait forcé la France à ne pas s'opposer à la réunion des Principautés à la Russie, l'avait jeté hors de sa ligne, qui était infiniment plus conforme aux intérêts de l'Autriche et de la Porte qu'à ceux de la Russie (1). « Tout ne peut-il se réparer? » demande Metternich dans un entretien avec l'empereur. « Le mal n'est pas consommé », répliqua Napoléon, « puisque les Russes n'ont pas encore obtenu de la Porte un acte de cession des Principautés ». « Pourquoi ne pas s'entendre, France et Autriche, pour intervenir en Orient et ramener l'état de choses existant avant la guerre. » A cette question du ministre autrichien, Napoléon se contenta de dire que l'agrandissement de la Russie pourrait former un jour la base de la réunion de la France et de l'Autriche (2). Rien que par ce lambeau de conversation tenu à Compiègne, on voit le changement qui s'opérait, à cette époque, dans les idées de

1. *Mémoires de Metternich*, II, 361.

2. Cf. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, II^e vol., p. 209 et s.

l'empereur et l'évolution qui le ramenait aux principes politiques chers à Talleyrand, et à la conception d'une entente avec l'Autriche contre la Russie, avec le partage de la Moldavie et de la Valachie comme base de cette entente.

« L'idée fit du chemin », dit Metternich dans ses *Mémoires*; elle en fit si bien que l'ambassadeur étant venu dans la nuit du 4 juillet réveiller l'empereur pour lui annoncer la victoire définitive des Russes sur les Turcs, Napoléon s'écria : après avoir déplié des cartes et regardé la position des belligérants : « C'est fini... Les Turcs sont battus : eh bien ! c'est l'alliance entre la France et l'Autriche ; nos intérêts sont communs, voilà !... une alliance basée sur des intérêts communs, la seule durable (1)... »

Au fond, ce qui préoccupait avant toute chose Napoléon, mécontent des résultats négatifs de son alliance avec le tzar, ce n'était pas le sort des Principautés danubiennes : il les avait condamnées à mort depuis de longues années. Ce qu'il désirait, c'était détacher l'Autriche de la Russie ; Napoléon, dans son for intérieur, n'était pas fâché qu'Alexandre I^{er} s'emparât des Principautés parce que cette acquisition désunirait plus sûrement les deux empires ; leur antagonisme en Orient se concentrerait alors sur le Bas-Danube, l'intérêt des deux Etats se heurterait violemment à ce confluent de leurs ambitions. Tant que le sort des Principautés demurerait indécis et le procès pendant, il était à craindre qu'un compromis n'intervînt et ne conciliât les prétentions rivales ; mais que les Russes missent la main sur l'objet du litige et, dès lors, l'Autriche définitive-

1. Metternich, *Mémoires*, II. 364.

ment lésée par eux, se sentirait du même coup rejetée vers la France.

Tels étaient les raisonnements de Napoléon, qui prit une attitude en conséquence : vis-à-vis de la Russie, il se donne le beau rôle, en se tenant aux engagements d'Erfurth et en la laissant agir à sa guise en Moldo-Valachie ; auprès de la Porte, il fait valoir les services rendus et ses efforts pour empêcher le tzar de dépasser le Danube ; en parlant à l'Autriche, enfin, il laisse l'horizon entr'ouvert à l'espérance du côté des Principautés ; à cette dernière, en effet, il prodiguait des conseils de résignation, mais il ajoutait que si la question des Principautés était actuellement close, il était possible que la Russie la rouvrit en se déclarant contre la France. Cette défection serait alors punie par la perte des avantages remportés à Erfurth ; et l'Autriche, si elle avait su se substituer aux Russes dans l'amitié française, pourrait succéder aux droits reconnus par la France aux Russes sur les Principautés.

Cette dernière hypothèse semblait bien près de devenir une réalité : l'annexion du grand-duché d'Oldenbourg, la guerre de tarifs douaniers, l'occupation de la Prusse et de la Pologne par la France étaient autant de sujets de rupture entre Napoléon et Alexandre. On en vint à envisager sérieusement une nouvelle prise d'armes : les rumeurs menaçantes qui circulèrent dans les milieux politiques européens eurent un brusque contre-coup dans les Principautés.

Les Russes, qui venaient, après plusieurs engagements heureux, d'écraser les troupes ottomanes dans une grande bataille autour de Roustchouk et dont les diplomates discutaient de la paix avec de la Porte sur la base de la cession des provinces danubiennes, s'arrêtèrent brusquement dans leur marche offensive ; du

jour au lendemain on ne parle plus que d'un armistice sur le point d'être conclu à Bucarest, d'un congrès, d'une paix prochaine. En Moldo-Valachie même, l'opinion générale est que la Russie se dispose à rendre les pays roumains à la Porte. La raison de l'arrêt des Russes était précisément dans l'hostilité déclarée entre les cours de Saint-Petersbourg et de Paris; au commencement de 1811, Champagny constate que le brusque retrait des troupes russes des Principautés vers la Pologne est dû à la mésintelligence entre les alliés de Tilsitt et, avec un aplomb de diplomate qui ne doute de rien, il fait entendre à Constantinople que c'est à la France que la Porte doit ce retrait de troupes; que c'est donc la France qui lui rend les Principautés; bien plus: c'est pour avoir déclaré qu'il ne souffrirait pas une invasion des Russes au-delà du Danube, que Napoléon s'est attiré l'inimitié d'Alexandre I^{er}. La conclusion naturelle, c'est que la France n'a pas cessé de veiller sur les Principautés et qu'en témoignage de reconnaissance, la Turquie ne peut faire autrement que de s'unir à la France dans la guerre qui s'annonce contre la Russie.

Si un pareil langage n'était pas sûr de trouver un accueil favorable en Turquie, il fut admis sans difficulté dans les Principautés. Ici, le mécontentement contre les Russes était arrivé à son comble: les boyards étaient exaspérés des outrages qu'ils devaient subir de la part des officiers de l'armée russe d'occupation, et des contributions exagérées qu'on leur posait pour poursuivre la guerre contre la Turquie; les paysans, persécutés et ruinés par le séjour des troupes, fuyaient les campagnes dévastées, toutes les transactions commerciales et toute l'activité publique demeuraient en suspens. Les Russes avaient achevé de

ruiner la prospérité du pays par un procédé digne du moyen-âge et que Napoléon avait déjà mis en œuvre pour ébranler le crédit de l'Angleterre; ils avaient fait frapper à Moscou un stock considérable de fausse monnaie qui fut écoulée dans les Principautés, pour le plus grand dommage des affaires; en quelques mois, les champs et les comptoirs, les paysans et les commerçants furent ruinés par les Russes.

A mesure que les rapports entre les deux cours de Paris et de Saint-Pétersbourg s'aigrirent davantage l'élite de la société moldave et valaque, que le sentiment d'avoir la masse de la population avec elle fortifiait encore, se tournait vers la France; et Ledoulx, le consul de France à Bucarest, qui s'était toujours distingué par son zèle contre les Russes, devenait l'objet de manifestations sympathiques, qui le gênaient parfois beaucoup. Le jour de naissance du roi de Rome fut une occasion de faire éclater les sentiments francophiles: toutes les notabilités se pressèrent en foule au *Te Deum* solennel qui fut chanté pour la circonstance dans la salle de la maison consulaire par l'évêque Ferrari; le soir, un grand banquet réunit le corps diplomatique et les grands personnages du pays; ces derniers, dont l'abstention aux réceptions du consul russe était devenue de règle, tinrent à cœur de souligner par leur présence chez Ledoulx leurs sympathies pour la France (1). Ces procédés n'étaient pas faits pour rendre meilleures les relations entre Russes et Français dans les Principautés. Ces derniers, ainsi que les sujets autrichiens, devenus leurs alliés, sont en butte à des tracasseries perpétuelles. Le général comte Kamenski, commandant la division d'occupation com-

1. *Harmuz.*, vol. III, suppl. 1^{er}, DCCXCVII,

me successeur de Prozorowski, les frappait d'impôts arbitraires, au mépris des capitulations et malgré les remontrances des consuls. En rapportant ce nouveau conflit avec la Russie à son gouvernement, Ledoux ajoute : « On traînera les Français sous nos yeux à la police et dans les prisons publiques ; ils seront maltraités, spoliés, outragés sans que leurs consuls puissent les défendre. Peut-être est-ce là le vrai but qu'on se propose pour demander ensuite la suppression totale des agents ; quant à moi... je préférerais aller bêcher la terre que d'être témoin impuissant des outrages qui se commettraient sur les sujets de Sa Majesté l'Empereur et Roi (1). »

Le consul lui-même n'était pas à l'abri des mauvais procédés des Russes ; lorsqu'au moment de céder le commandement à Koutouzow, Kamensky mourut presque subitement, les Russes, sur la foi du médecin allemand du général, publièrent partout que Kamensky était victime d'un empoisonnement et que le poison lui avait été donné à un bal dans des confitures par Mme Ledoux, femme du consul. Quelqu'absurde que fût ce soupçon, il trouva créance dans le public ; mais, résultat bizarre que les Russes ne pouvaient prévoir, la populace de Bucarest, qui connaissait Kamensky et avait appris à le détester, se prit à considérer le consul de France comme un sauveur et son crime supposé lui valut un surcroît de popularité.

La campagne, cependant, touchait à sa fin ; le grand vizir, cerné autour de Roustchouk avait proposé la paix et Koutouzow avait consenti à un congrès à Giurgewo. La nouvelle de ces pourparlers fut diversement accueillie à Bucarest et à Jassy ; on y était partagé entre l'espoir

1. *Hurmuz.*, vol. III, suppl. 1^{er}, DCCCL.

de voir les Russes quitter les Principautés, la crainte que la Turquie ne cédât le territoire au tzar par lassitude, et le regret des embarras que cette paix allait causer à la France, en rendant aux troupes russes du Danube leur liberté d'action vers la Pologne.

Le congrès, à peine ouvert, fut discrédité par le ridicule du local des séances, tenues dans un cabaret mal famé de la ville de Giurgewo, et des plénipotentiaires désignés de part et d'autre. On s'en moquait publiquement à Bucarest; et bientôt le parti français se rassura, persuadé que la paix n'aurait pas lieu, et, que, du reste, l'influence de la France à Constantinople parviendrait à l'empêcher (1). Les espérances de la France et de ses partisans roumains parurent se justifier pleinement à la fin de l'année 1811.

Koutouzow, qui s'ennuyait à Giurgewo, avait fait la faute de transporter le Congrès à Bucarest; les plénipotentiaires turcs, qui semblaient d'abord prêts à céder la Bessarabie et le Sireth, furent gagnés, dans la capitale, par les intrigues des boyards et les efforts de Ledoux, qui sut se ménager des entretiens secrets, la nuit, avec Ghalib-Effendi, chef de la mission turque. Ledoux put détruire les combinaisons des diplomates russes, qui répandaient de tous côtés la nouvelle de prétendus désastres de Napoléon en Espagne; par ses instances Ghalib-Effendi fit traîner de plus en plus les négociations.

A mesure que les événements se précipitent, les prétentions des Russes deviennent plus modestes; Masséna était sur la frontière de Pologne avec cent mille hommes prêts à envahir le territoire russe: cette menace

1. Langeron, *Journal; Hurmuz.*, vol. III, suppl. 1^{re}, XLIX, p. 353.

était si pressante que le tzar avait envoyé à Bucarest le prince Mentchikoff pour ordonner à Koutouzow de profiter d'un avantage et de signer la paix à tout prix : en même temps les Russes, de crainte que la France ne réussit à persuader les Turcs de continuer la guerre, faisaient arrêter tous les courriers français qui traversaient les Principautés, se dirigeant vers Constantinople.

La lassitude était cependant à son comble à Bucarest et dans le pays entier. Les Russes, pressentant que la guerre avec Napoléon allait les forcer à quitter la Moldavie, ne gardaient plus aucune mesure ; Langeron (1) raconte lui-même les exactions commises par les fonctionnaires grecs établis par l'administration russe : « Les malheureux paysans étaient si cruellement persécutés que beaucoup se sauvèrent en Transylvanie ; on vit des ispravniks faire mettre des femmes sur des charbons et fouetter jusqu'à mort des enfants pour arracher le peu d'argent qui leur restait, lorsque les maris ou les pères avaient déserté. » Il y eut des simulacres d'enquête sur la conduite des employés ; mais Koutouzow ne tenait pas à sévir et les coupables ne furent pas punis. Le 5 décembre 1811, le peuple de Bucarest avait eu une fausse joie : le bruit s'était répandu que la paix était signée et que les Russes allaient se replier vers le Pruth. Immédiatement on dresse des arcs de triomphe et l'on prépare des illuminations dans les rues de la ville ; en face du consulat de Russie, et par une flatterie qui coûte d'autant moins qu'elle sera la dernière, on établit un transparent représentant le dieu Mars monté sur l'aigle de Russie, qui tient dans son bec le « Croissant ». Les

1. *Hurmuz.*, vol. III, suppl. 1^{er}, XIX, p. 384.

organisateurs en furent pour leurs frais d'imagination.

La paix ne fut pas encore conclue ce jour-là ; mais une autre fausse nouvelle vint surprendre Russes et Roumains et jeter la consternation dans les esprits : le général Sébastiani est arrivé à Constantinople, où l'ambassade de France était depuis plusieurs mois sans titulaire. Pour les Russes, Sébastiani, c'est l'ennemi de l'empire par excellence, l'organisateur de la lutte à outrance de la Porte contre la Russie ; pour les Roumains, cette arrivée annonce que la Turquie va seconder la France dans la guerre qui se prépare contre le tzar ; c'est la perspective d'une nouvelle lutte dont les Principautés seront le théâtre. La population entière, paysans, bourgeois et boyards, fut exaspérée à l'idée de voir se renouveler les combats sanglants, la dévastation des campagnes, la ruine et les épidémies qui sévissaient depuis un an dans le pays. Les Russes tirèrent parti de ce sentiment pour aigrir les esprits contre la France ; ils font ressortir que, sans l'intervention de Sébastiani, ils auraient pu évacuer les Principautés ; la conclusion se dégage de cette phrase mélancolique de Ledoux : « Il est impossible d'être plus malvus ici que nous ne le sommes en ce moment. » A Jassy c'est surtout le consul d'Autriche ainsi que ses nationaux qui ont le plus à souffrir, car la Bukowine est limitrophe et pleine de troupes et l'on racontait que l'internonce à Constantinople avait obtenu en faveur de la France une prolongation de la guerre contre les Russes.

Ceux-ci avaient d'autant plus habilement excité l'opinion contre la France qu'en réalité la nouvelle de l'arrivée de Sébastiani était erronée : sans doute la diplomatie française, conduite en 1812 par le duc de Bassano, faisait tous ses efforts pour empêcher le sultan

de conclure la paix avec le tzar. Mais, malheureusement pour la France, Andréossy, désigné pour être ambassadeur auprès de la Sublime-Porte, était loin de son poste à cette heure décisive, et cette lenteur dans sa marche devait décider du sort des Principautés et achever la déroute des armées de Napoléon lors de la retraite de Russie.

En effet, le cabinet de Saint-Pétersbourg, mécontent de la paresse de Koutouzow et pressé de dégager les troupes concentrées sur le Danube, avait décidé le rappel du vieux général et nommé à sa place, pour mener à bien les négociations, l'amiral Tchitchakoff. Cette disgrâce réveilla Koutouzow, qui n'eut plus qu'une idée : devancer son successeur dans la conclusion de la paix. Langeron fut chargé de s'entendre avec le grand vizir à cet effet. L'envoyé russe arrivait avec des prétentions très modérées, que lui dictaient l'Empereur dans ses ordres, et le duc de Richelieu dans sa correspondance secrète ; estimant qu'il fallait obtenir non seulement la paix, mais une alliance avec les Turcs, la Russie abandonnerait la Bessarabie et la Moldo-Valachie ; cette mesure assurerait le concours de la Porte et aurait l'avantage de faire en même temps plaisir à la Cour de Vienne, pour laquelle les Principautés étaient un objet de convoitise. Le grand vizir tint à Langeron un discours remarquable : « Je pourrais, dit-il, profiter de ce que vous allez être attaqués par Napoléon, qui traînera à sa suite la moitié de l'Europe contre vous, et vous refuser une paix qui rend disponible une armée dont vous avez grand besoin et qui peut vous sauver ; mais, en vous sauvant, nous nous sauvons nous-mêmes. Après votre ruine, si elle s'exécutait jamais, nous deviendrions les victimes de Napoléon... Sans l'Espagne... il y a déjà un an que vous

seriez en guerre avec la France. Il n'y a plus en Europe que trois empires qui se tiennent encore sur leurs jambes : l'Angleterre, la Russie et nous ; chaque goutte de sang que nous versons est une goutte de baume pour Napoléon ; unissons-nous donc ensemble contre l'ennemi du genre humain (1). »

La Turquie, on le voit, était prête à accorder à la Russie une paix précieuse ; cette paix fut signée à Bucarest même, le 28 mai 1812, malgré les efforts de Latour-Maubourg. Ce résultat inespéré relevait la fortune des Russes et menaçait dès le commencement la campagne de Napoléon. Les Turcs auraient eu un tel avantage à ne pas conclure cet accord et surtout à ne pas céder le Pruth, que la Russie ne réclamait même plus, que personne, en Orient, ne saisit les dessous de l'affaire. Langeron n'eut, suivant lui, l'explication de l'énigme que dix ans après, en causant avec les princes grecs émigrés à Odessa en 1821. Ces princes avaient craint que si la guerre eût continué, les Russes ne se vissent forcés d'employer contre les Turcs une grande partie de leurs troupes, qui leur étaient si nécessaires ailleurs ; et, par suite, ils se disaient que Napoléon aurait encore plus de chances pour anéantir l'empire russe et l'empire turc (car ils étaient persuadés que son intention eût été de prendre la Moldavie et la Valachie pour le compte de l'Autriche).

Les princes étaient trop intéressés au sort des Principautés pour ne pas chercher, en facilitant la paix, à les sauver et à s'en assurer les fructueux bénéfices, pour quelque temps au moins. Ils agirent donc auprès du sultan, et Mourouzi, qui secondait Ghalib-Effendi

1. Langeron, *Hurmuz.*, vol. III, suppl. 1^e, XLIX, p. 386.

dans les négociations de Giurgewo et de Bucarest, ne se fit pas faute de conclure un accord aussi heureux pour les Grecs que pour ses amis les Russes. La Turquie seule perdait avec cette paix; quant à la France, elle en recevait un coup terrible et dont elle avait toute la responsabilité, car, au milieu des hésitations très réelles du sultan, elle aurait pu enlever les courages et s'assurer le concours des Ottomans contre le tzar, si elle avait eu à Constantinople un représentant autorisé et muni des pouvoirs nécessaires. Par malheur le chargé d'affaires Latour-Maubourg se débattit seul dans les intrigues russes et grecques, sans savoir au juste ce que voulait le gouvernement français, et Andréossy, qui eût pu, grâce à ses instructions, changer le cours des choses, arriva trop tard. « La Russie, dit Langeron, a des obligations qui seront éternelles à M. Andréossy; il n'y a aucun doute que s'il fut arrivé à temps, et il le pouvait facilement, il eût empêché la paix et nous eût mis fort mal. Andréossy voyagea comme un ambassadeur lorsqu'il fallait voyager en courrier; il s'arrêta, s'amusa partout et trouva la paix faite ». La seule consolation pour l'envoyé français consista à ouvrir les yeux du sultan et à lui faire voir les avantages qu'il avait sacrifiés au profit de la Russie : le grand vizir Achmet et Ghalib-Effendi furent exilés; Démètre Mourouzi paya de sa tête sa trahison envers la Porte et ses complaisances russes et anti-françaises; le prince Caradja, qui venait d'être nommé au trône de Valachie à la suite de la paix, perdait, par cette mort, un rival dangereux, et la France un ennemi fourbe et acharné; ce fut, pour cette dernière puissance, le seul avantage que lui valut la paix de Bucarest.

Sans le retard déplorable d'Andréossy, il est proba-

ble que Napoléon eût obtenu des Turcs sinon une alliance comportant des opérations militaires actives, au moins une attitude menaçante envers la Russie et favorable à la marche des armées françaises. Déjà, par les manœuvres de Latour-Maubourg et de Ruffin, un projet d'alliance en trois actes séparés avait été élaboré à la veille de la paix de Bucarest, et dans un traité patent la restitution de la Moldavie et de la Valachie était positivement assurée à la Porte (1). Napoléon, dans les instructions données à Andréossy, après avoir rappelé « qu'il n'a cessé de regarder les Principautés comme faisant partie des provinces ottomanes et que leur occupation par la Russie, n'étant que l'effet des chances de la guerre (il oubliait Tilsitt et Erfurth), n'a pas détruit les droits de leur légitime souverain », y exposait un plan de campagne commune entre la France et la Porte, la Moldavie et la Valachie servant de terrain d'opérations pour les troupes turques destinées à renforcer l'aile droite des armées de l'empereur.

Toutes ces combinaisons échouèrent, en grande partie par la venue tardive de l'ambassadeur, et Napoléon se trouva engagé dans une guerre grosse de périls sans les moyens de défense complète qu'il avait escomptés. La paix de Bucarest fut une des causes de sa retraite désastreuse, en permettant aux troupes russes du Danube de tomber sur ses colonnes affaiblies, au moment décisif.

Le départ des soldats du tzar fut salué avec allégresse par la population que la conquête avait condamnée à un vrai martyre. Ledoulx nous raconte (2)

1. *Hurmuz.*, vol. II, suppl. 1^{er}, DCCCLXXXIX, p. 683.

2. *Hurmuz.*, vol. II, suppl. 1^{er}, DCCCXCI, p. 685.

l'histoire amusante d'une tabatière que le Divan de Valachie devait offrir en 1811 à Koutouzow en témoignage de reconnaissance, et sur le couvercle de laquelle la Valachie, sous la forme d'une nymphe, devait offrir une palme au général; le bijou avait traîné chez l'orfèvre, tout comme les pourparlers de paix; lorsque celle-ci fut bien signée et que les Roumains furent enfin sûrs du départ de leurs maîtres d'occasion, la tabatière fut achevée en quinze jours, et la Valachie, sous forme de nymphe, put prouver à Koutouzow et aux Russes sa reconnaissance... de les voir partir.

Napoléon avait passé le Niémen le 12 juin; le 4 juillet, le consul de France à Iassy, Fornetty, successeur de Lamare, informait Otto de Mosloy, ambassadeur à Vienne, que Ledoux avait reçu ordre de Tchitchakoff de partir dans les vingt-quatre heures; lui-même, avisé le 6, se retire à Czernowitz en Bukowine, tandis que son collègue allait à Vienne. L'agent autrichien dans les Principautés fut frappé par les Russes au même titre que les Français, puisque l'Autriche faisait cause commune avec Napoléon contre la Russie; mais on usa envers lui de beaucoup plus de douceur, M. de Raab obtint en effet un sursis et bientôt l'expulsion fut suspendue indéfiniment. Cette modération, qui pouvait surprendre, était la récompense des promesses faites par la cour de Vienne à celle de Saint-Petersbourg, et de l'attitude équivoque de Schwarzenberg entre les corps d'armée de Napoléon et du tzar Alexandre.

L'absence des agents de France ne devait pas durer: elle cessa le jour où expira l'armistice fixant le temps d'évacuation des provinces par les Russes. Sur les représentations de son gouvernement, Tchitchakoff

quitta le territoire des Principautés et repassa le Pruth, en exécution du traité de Bucarest. Peu après, Fornetty et Ledoux rejoignirent leurs postes respectifs, munis des bérats nécessaires de la Porte. Ils retrouvèrent l'un et l'autre, à Bucarest et à Iassy, des hospodars nouveaux, et Phanariotes, suivant la tradition : Caradja en Valachie, Callimaki en Moldavie : ce dernier, dans les diverses dignités qu'il avait remplies à Constantinople et dans les Principautés, s'était toujours montré plutôt bien disposé pour la France. Mais, depuis la dernière guerre, il sentait peser sur lui la menace de la Russie, devenue sa voisine encore plus immédiate par la cession de la Bessarabie jusqu'au Pruth ; les nouvelles qui parvenaient du théâtre de la guerre n'étaient pas faites pour relever le courage des hospodars. Napoléon épuisait ses forces, sans réduire celles de ses adversaires, qui répandaient dans les Principautés des bulletins de victoire mensongers. Les princes, au lieu de se compromettre, préféraient donc s'occuper à tirer de leur administration les bénéfices pécuniaires espérés. Le consul russe reprit vis-à-vis de la cour princière et des agents étrangers les allures qui avaient été de mode avant Tilsitt ; faisant naître à tout propos des conflits avec son collègue Ledoux, il méconnaissait l'autorité du prince lorsque ce dernier cherchait, par son intervention, à aplanir les difficultés : à la suite d'un acte arbitraire de l'envoyé russe, qui avait astreint trois Français à subir sa juridiction, Ledoux dut recourir à Andréossy et au sultan pour obtenir justice.

Par malheur, au moment où le succès des armes devenait douteux, la diplomatie française ne trouvait plus à Constantinople la confiance de jadis ; de leur côté, les princes de Moldavie et de Valachie, voyant

que la Russie, malgré ses défaites, a repris, en fait, l'avantage et repoussé Napoléon jusqu'en Allemagne, se préoccupent de conserver leur position et travaillent à Constantinople contre la France; par les deux *capikiaïas* ou secrétaires détachés auprès du divan, ils ne cessent de faire remarquer que la France, au sortir de la guerre actuellement en cours, sera obligée de donner des compensations à l'Autriche pour la dédommager des sacrifices qu'elle fait, et surtout de la perte de la Galicie, à laquelle elle devra se résigner tôt ou tard; et que ces compensations se feront aux dépens de la Turquie et au moyen des Principautés. Andréossy, résumant ces intrigues, ajoute : « Telle est l'influence de ces principautés que toute la politique de l'Empire ottoman et que celle des puissances étrangères viennent presque toujours y échouer » (1).

A mesure que la lutte de la coalition contre Napoléon I^{er} recule vers l'ouest de l'Europe, l'activité de la France dans les Principautés diminue de plus en plus et l'histoire locale n'offre plus d'événements saillants. La fin de l'année 1813 est marquée par des difficultés entre les autorités turques et les deux agents français qui, au même titre que leurs collègues des autres puissances, avaient pour habitude de donner leur protection à des Moldo-Valaques tout comme à des sujets français et moyennant un casuel considérable; sur les réclamations de la Turquie, ils durent s'abstenir désormais de semblables pratiques, qui étaient pour eux une source de bénéfices et pour les Roumains ainsi protégés une garantie de sécurité.

La nouvelle de l'invasion de la France par les troupes alliées éveilla l'émotion dans les Principautés : le

1. *Hürmuz.*, vol. II, suppl. 1^{er}, DCCCCLXVII, p. 739.

nom de Napoléon avait exercé un tel prestige qu'on ne voulut pas croire au déclin de son étoile ; les boyards de Bucarest et jusqu'au prince vinrent assaillir le consul de France de questions insidieuses : le désastre des armes françaises semblait impossible ; tout le monde fut persuadé que le grand Napoléon méditait quelque chose d'insigne, et qu'il n'attirait les étrangers sur le territoire de la France que pour les anéantir par un de ces coups de génie auxquels il avait habitué le monde. On attendit ce coup avec une curiosité palpitante : il ne vint pas, et l'événement insigne, ce fut bientôt la déchéance de Napoléon suivie du retour au trône des Bourbons.

Les rapports de Fornetty et de Ledoux, au mois de juin 1814, relatent l'effet produit à Iassy et à Bucarest par cette chute et ce retour de Louis XVIII. Jusque-là les princes et les boyards, qui se réglaient sur la cour, pressés avant tout de recommencer l'exploitation du pays, et craignant, d'autre part, ces retours de fortune dont Napoléon était coutumier, avaient affecté une sorte d'impartialité vis-à-vis du consul de France. Une fois l'empereur à terre, la situation se modifia.

Soit qu'ils crussent que la France n'aurait plus désormais dans l'empire ottoman le crédit dont elle avait joui pendant longtemps, soit qu'ils estimassent avec tous les Phanariotes que la Russie seule devenait la puissance dangereuse qu'il fallait respecter, les princes changèrent de conduite à l'égard des Français établis dans le pays ; les consuls de France ne cessent dès lors de réclamer contre les mauvais traitements infligés aux nationaux non seulement par les autorités locales, mais par le consul russe : il semblait qu'on fût revenu aux plus mauvais jours de la France dans les Principautés, à l'époque des débuts de la mission.

A Bucarest, le drapeau à fleurs de lis hissé sur la maison consulaire est considéré comme ne couvrant plus ce local de l'inviolabilité d'usage, et l'on en profite pour insulter gravement Ledoux dans le consulat même; plusieurs nationaux sont maltraités par les Grecs, traduits devant la justice locale et emprisonnés, au mépris des capitulations; et lorsque le consul réclame, le prince Caradja répond avec le plus outrageant dédain que ces capitulations entre la France et la Sublime-Porte lui sont inconnues et que les cocardes blanches (distribuées par le consul à ses nationaux pour leur assurer le respect des Grecs et des Turcs dans les rues) sont des emblèmes sans valeur à ses yeux. Dans ces conditions, la vie des consuls dans les Principautés n'était plus possible. Andréossy fut informé par Ledoux d'une nouvelle insulte publique faite à sa femme par un officier de la maison princière, au moment où la voiture du consul passait devant le palais. Caradja, sommé de punir le coupable et d'exprimer des regrets officiels, s'emporta en menaces et jeta au consul cette phrase, qui donne une idée curieuse des sentiments des Grecs : « Ce n'est plus aujourd'hui comme sous Napoléon; j'écrirai à votre roi, et vous serez renvoyé. »

Andréossy ordonna alors à son subordonné de quitter sur le champ Bucarest. Ledoux met les archives du consulat sous scellés; il part pour Constantinople, sans trouver sur sa route les chevaux de relais que le prince était tenu de mettre à sa disposition. En s'éloignant, le consul emportait le souvenir d'un dernier outrage à la France fait par le prince dans son palais même. « Pour se faire donner un spectacle analogue à l'opinion de ses gens, on avait habillé un mannequin en officier français avec la Légion d'honneur sur la

poitrine, et ce mannequin fut, à la grande joie de toute la cour, renvoyé pendant une demi-heure, comme une balle, d'un valet à l'autre (1). » C'est avec ce triste tableau devant les yeux, d'une poupée ridicule livrée à la risée des Grecs et représentant cette France de Napoléon dont la gloire remplissait la veille l'Orient tout entier, que le consul de France quittait le sol des Principautés, où lui-même ne devait plus revenir.

Nous nous arrêterons à cette date de 1815 qui vit l'œuvre de Napoléon s'écrouler et l'Europe se refaire sur d'autres bases au congrès de Vienne, aussi bien, à ce congrès, les Principautés ne furent l'objet d'aucune attention des plénipotentiaires des divers États.

Si l'on jette un regard en arrière, on constate que la France a exercé une influence prépondérante dans les Principautés. Pendant les premiers jour qui ont suivi 1789, il y eut, il est vrai, un effacement momentané, mais les idées de la Révolution française avaient pénétré jusque dans les Principautés, où elles trouvèrent un écho parmi les populations de Moldavie et de Valachie, et réveillèrent le sentiment national qui s'y trouvait en germe. Ce sentiment national ne fit que se développer chaque jour davantage à l'abri de Bonaparte premier consul, et de Napoléon empereur.

Sans doute, la politique de Napoléon ne tendait pas à favoriser ce réveil de la conscience nationale roumaine, puisque dans ses combinaisons, la Moldavie et la Valachie étaient toujours destinées à devenir la proie de l'Autriche ou de la Russie, selon les besoins du moment; mais, en fait, à force d'être attribuées à l'une ou l'autre de ces puissances, les Principautés y

1. Ledoux, Rapport à Andréossy. *Hurmuz.*, vol. II, supplément 1^{er}, DCCCCLXXXVIII.

gagnèrent de ne revenir à personne, et l'Europe acquit la certitude que la cession de ces provinces à un empire, quel qu'il fût, serait funeste à cet équilibre entre nations que les diplomates s'évertuaient à établir. Ainsi, c'est indirectement par la France que les Principautés comptèrent désormais comme un facteur important de l'équilibre européen, et échappèrent, précisément pour sauvegarder cet équilibre, à une conquête brutale de la part de leurs voisins; c'est par la France que put se développer le sentiment de la nationalité chez les peuples de Moldavie et de Valachie; entrant dans la période contemporaine, avec l'intégrité de son territoire et la conscience de sa nationalité, il ne restait plus aux Principautés qu'à se défendre pour arriver à l'indépendance, et c'est encore par la France de Napoléon III que s'est accompli, dans la deuxième moitié de ce siècle, le pas décisif par la réunion des deux provinces en un seul pays, la Roumanie.

BIBLIOTECA CENTRALĂ
UNIVERSITARĂ
BUCUREȘTI



Imprimerie de l'Ouest, E. SOUDÉE, Mayenne.

